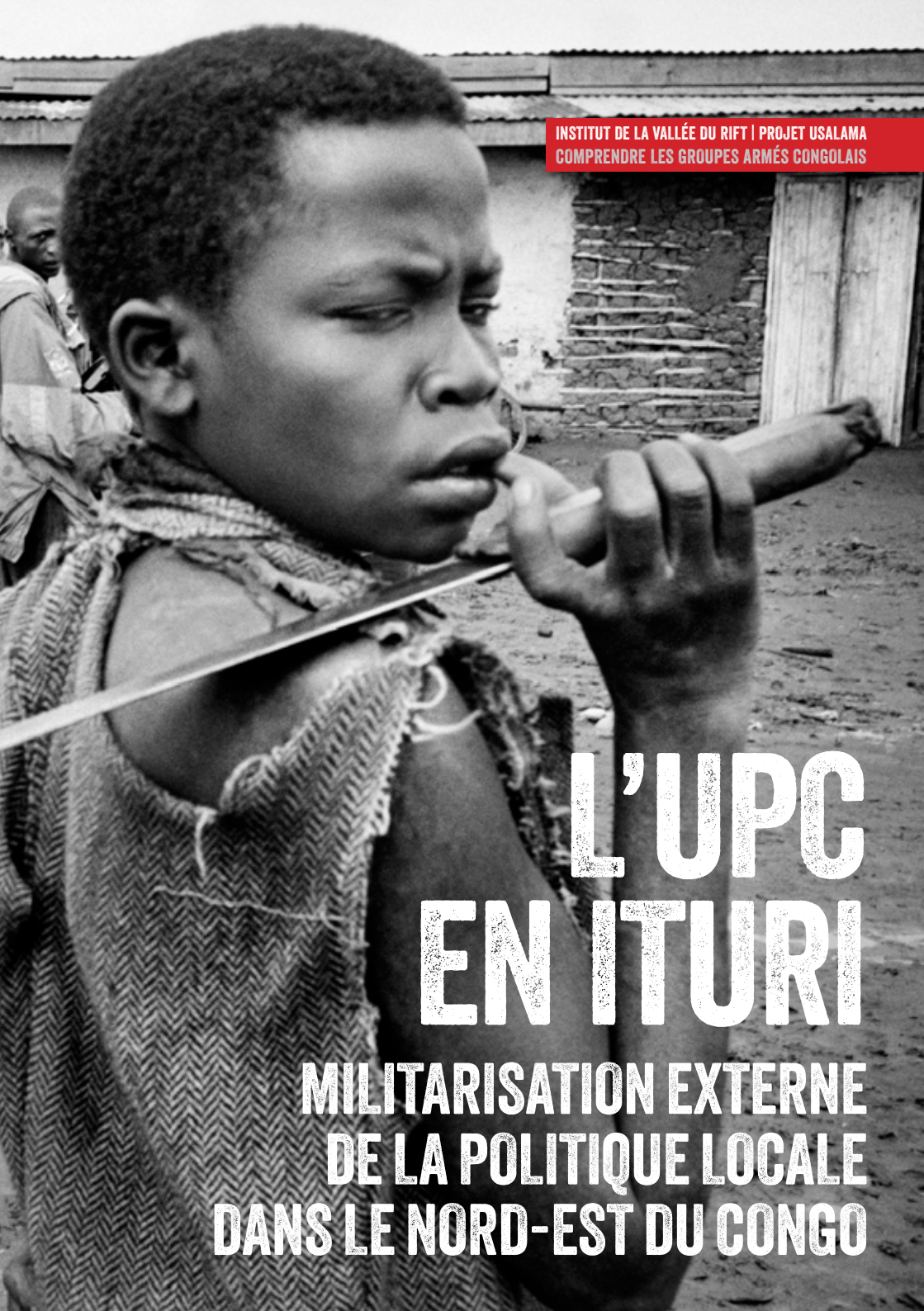




INSTITUT DE LA VALLÉE DU RIFT | PROJET USALAMA
COMPRENDRE LES GROUPES ARMÉS CONGOLAIS

L'UPC EN ITURI

MILITARISATION EXTERNE
DE LA POLITIQUE LOCALE
DANS LE NORD-EST DU CONGO

INSTITUT DE LA VALLÉE DU RIFT | PROJET USALAMA

.....

L'UPC en Ituri

Militarisation externe de la politique
locale dans le nord-est du Congo

HENNING TAMM



Publié en 2013 par l'Institut de la Vallée du Rift
1 St Luke's Mews, Londres W11 1DF, Royaume-Uni
PO Box 30710 GPO, 0100 Nairobi, Kenya

LE PROJET USALAMA

Le Projet Usalama de l'Institut de la Vallée du Rift fournit des éléments d'information sur les groupes armés en République démocratique du Congo. Le Projet est soutenu par Humanity United et Open Square et mené en collaboration avec l'Université catholique de Bukavu.

L'INSTITUT DE LA VALLÉE DU RIFT (RVI)

L'Institut de la Vallée du Rift (www.riftvalley.net) œuvre en Afrique de l'Est et centrale afin d'accroître l'influence du savoir local sur le développement social, politique et économique.

L'AUTEUR

Henning Tamm est doctorant en Relations internationales au St Antony's College de l'Université d'Oxford et chercheur prédoctoral auprès du Programme sur l'Ordre, le Conflit et la Violence de l'Université de Yale.

ASSISTANTS DE RECHERCHE: Jean Paul Basila et Daniel Litsha. Ils ne portent aucune responsabilité à l'égard du contenu de ce rapport.

DIRECTEUR EXÉCUTIF DU RVI: John Ryle

DIRECTEUR PROGRAMME DU RVI: Christopher Kidner

DIRECTEUR DU PROJET USALAMA: Jason Stearns

DIRECTEUR ADJOINT DU PROJET USALAMA: Willy Mikenye

RESPONSABLE DU PROGRAMME GRANDS LACS DU RVI: Michel Thill

RESPONSABLE DES PUBLICATIONS DU RVI: Fergus Nicoll

CHARGÉ DE L'INFORMATION DU RVI: Tymon Kiepe

CONCEPTION DU RAPPORT: Lindsay Nash

TRADUCTION FRANÇAISE: Catherine Dauvergne-Newman, *horizons*

CARTES: Jillian Luff, *MAPgrafix*

IMPRESSION: Intype Libra Ltd., 3/4 Elm Grove Industrial Estate, Wimbledon, Londres SW19 4HE, Royaume-Uni

ISBN 978-1-907431-15-9

LÉGENDE COUVERTURE: Des enfants soldats conscrits par l'UPC attendent de recevoir des ordres à Bule, dans le district de l'Ituri (2003). Photographie de Marcus Bleasdale.

DROITS

Copyright © The Rift Valley Institute 2013

Image de couverture © Marcus Bleasdale/VII 2003

Texte et cartes publiés au titre de la licence Creative Commons

Attribution-Noncommercial-No Derivative

www.creativecommons.org/licenses/by/nc-nd/3.0.

Ce rapport peut être téléchargé gratuitement sur le site www.riftvalley.net.





Carte 1. Est de la RDC, montrant la région de la carte détaillée sur la page suivante



Carte 2. L'Ituri, faisant apparaître les centres d'entraînement clés de l'UPC

Contents

Précédentes publications du Projet Usalama du RVI	6
Préface: le Projet Usalama	7
Résumé	9
1. Introduction	12
Formation des groupes d'autodéfense Hema	15
2. Création de l'UPC	19
Luttes de pouvoir au sein du RCD-K/ML et mutinerie de la FMC	19
Échec de la fusion du FLC	24
D'un parti politique à un mouvement armé	26
3. Six mois au pouvoir	30
Organisation politique	30
Organisation militaire	32
Escalade de la violence et nouvelles alliances	35
4. Tout s'effondre	39
Fragmentation et lutte pour Bunia	39
L'UPC divisée: Lubanga contre Kisembo	43
5. Transformation politique et résistance armée	46
Poursuite des combats, arrestations et naissance du MRC	46
Un héritage de violence	49
6. Analyse et conclusions	51
Annexe 1: Composition du bureau exécutif de l'UPC en septembre 2002	55
Annexe 2: Évolution des groupes armés congolais liés à l'Ituri, 1998–2007	57
Glossaire des acronymes, termes et expressions	58
Bibliographie	60
Carte 1. L'est de la RDC, montrant la région de la carte détaillée sur la page suivante	3
Carte 2. L'Ituri, faisant apparaître les centres d'entraînement clés de l'UPC	4

Précédentes publications du Projet Usalama du RVI

Rapports

Du CNDP au M23: Évolution d'un mouvement armé dans l'est du Congo

Nord-Kivu: Contexte historique du conflit dans la province du Nord-Kivu, à l'est du Congo

PARECO: Questions foncières, hommes forts locaux et politique de milice au Nord-Kivu

L'Ituri: Or, questions foncières et ethnicité dans le nord-est du Congo

Tous ces rapports sont également disponibles en anglais.

Briefings

«M23's Operational Commander: A Profile of Sultani Emmanuel Makenga»

«Strongman of the eastern DRC: A Profile of General Bosco Ntaganda»

Préface: le Projet Usalama

Le Projet Usalama (qui signifie «paix» ou «sécurité» en swahili) de l'Institut de la Vallée du Rift a été créé en réponse à la violence permanente qui règne dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Des milliards de dollars ont été consacrés à la résolution du conflit afin de mettre fin aux souffrances prolongées qu'endurent les habitants de cette région depuis deux décennies. Pourtant, les organisations internationales qui opèrent en RDC—et même le gouvernement congolais—ont du mal à comprendre les groupes armés congolais au cœur du conflit. Le Projet Usalama examine les racines de la violence, dans le but de mieux comprendre l'ensemble des groupes armés, y compris les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC).

Le projet de recherche Usalama s'appuie sur plusieurs interrogations: quel est l'historique de ces groupes armés? Qui les soutient et les contrôle? Quelles relations les différents groupes entretiennent-ils avec l'État, les États voisins, les intérêts commerciaux et les forces armées congolaises? Pourquoi a-t-il été si difficile de démobiliser certains groupes, alors que d'autres ont disparu? Et existe-t-il certaines caractéristiques récurrentes dans les manières dont les groupes prolifèrent, négocient avec l'État, puis disparaissent de nouveau?

Le Projet adopte principalement une approche qualitative. Il analyse les sources historiques—et les quelques informations quantitatives disponibles—et revient sur les origines des groupes armés au moyen d'entretiens réalisés avec des responsables politiques, des hommes d'affaires, des représentants de la société civile et des membres de groupes armés. Le Projet repose également sur des travaux de grande envergure menés sur le terrain par des chercheurs internationaux et congolais. Parmi les résultats figurent des rapports sur des groupes armés spécifiques et les grandes zones géographiques du conflit, ainsi qu'une série de séminaires et d'ateliers en RDC.

Nombre des entretiens réalisés pour les besoins du présent rapport ont été menés sous couvert d'anonymat. Pour toutes les personnes

interrogées qui ont demandé à rester anonymes, les informations d'identification figurant dans le rapport se limitent à un numéro associé à un lieu et une date, par exemple «Personne interrogée n° 105, Goma, 28 août 2012». Lors de nos travaux de recherche, des récits relatifs à des événements significatifs et parfois contestés ont été confirmés par de multiples sources ayant une connaissance directe des événements en question.

Résumé

Le district de l'Ituri, situé en Province Orientale, dans le nord-est de la RDC, a été le théâtre de certains des pires actes de violence commis lors des guerres du Congo. Trois acteurs clés des groupes armés d'Ituri ont été ou sont actuellement jugés par la Cour pénale internationale (CPI), et un quatrième a été inculpé. Cependant, depuis 2007, l'Ituri connaît une baisse substantielle des violences et des déplacements. Bien que, depuis, plusieurs tentatives d'insurrection aient eu lieu—certaines en relation avec la rébellion du M23 au Nord-Kivu, apparue en avril 2012—, elles n'ont connu qu'un modeste succès.

Le présent rapport étudie la convergence des facteurs qui ont contribué à la formation puis à la dislocation de l'Union des patriotes congolais (UPC), l'un des groupes armés les plus puissants de l'Ituri. Créée dans le contexte de l'occupation ougandaise, qui entraîna une militarisation accrue de la politique, l'UPC constituait une tentative, à l'échelon local, de regagner le contrôle politique et militaire du district. Le mouvement était en grande partie motivé par les intérêts des élites de la communauté Hema, le groupe ethnique dominant sur le plan socioéconomique en Ituri, et il bénéficia dans un premier temps du soutien externe de l'Ouganda, puis de celui du Rwanda.

L'UPC est au départ le résultat d'un conflit foncier sanglant qui éclata en 1999, imputable à de vieilles tensions dues à diverses inégalités économiques et politiques entre Hema, propriétaires terriens, et Lendu, fermiers. En juillet 2000, des officiers Hema du groupe armé qui contrôlait l'Ituri, le Rassemblement congolais pour la démocratie–Kisangani/Mouvement de libération (RCD-K/ML), se révoltèrent contre ce qu'ils considéraient comme l'orientation pro-Lendu de leurs dirigeants politiques. Thomas Lubanga, qui avait débuté sa carrière politique dans un parti d'opposition prônant la résistance non violente, se positionna rapidement comme le porte-parole des mutins et initia la création de l'UPC en septembre 2000. Dans les deux années qui suivirent, Lubanga

et ses alliés locaux purent exploiter les tensions entre le RCD-K/ML, l'Ouganda et le Rwanda, transformant ainsi l'UPC en une rébellion à part entière en août 2002 et prenant le contrôle de Bunia, le chef-lieu du district de l'Ituri.

La dynamique régionale occulta rapidement les origines locales de l'UPC, en renforçant d'abord le mouvement, pour ensuite pratiquement le détruire. Fin 2002, la guerre par procuration menée par l'Ouganda avec le Rwanda s'intensifia alors que Kampala se rapprochait politiquement du gouvernement de Kinshasa; les deux pays réussirent à diviser l'UPC en trois groupes et déclenchèrent une bataille pour le contrôle de Bunia. En mai 2003, une fois que l'UPC—enhardie par le retrait de l'Ouganda—avait repris Bunia avec le soutien du Rwanda, lors d'une bataille qui fit des centaines de morts parmi les civils et qui prit entre deux feux de nombreux Casques bleus, le Conseil de sécurité de l'ONU autorisa la mise en place d'une force d'intervention multinationale, dirigée par l'armée française.¹

Cette intervention militaire marqua le début d'une longue période mouvementée dont l'objectif était la stabilisation de la région. Lubanga partit pour Kinshasa afin de négocier l'avenir politique de l'UPC mais finit par être arrêté en mars 2005 et placé en détention pour le meurtre de neuf Bangladais, membres du personnel de l'ONU. Un an plus tard, il fut transféré devant la CPI afin d'être jugé à La Haye.² Entre-temps, Kinshasa aida à orchestrer une autre division au sein de l'UPC et, avec des Casques bleus, lança des opérations musclées contre les dernières milices, démantelant ainsi la branche militaire de l'UPC.

Aujourd'hui, l'UPC n'est plus qu'un parti politique, bien que certains de ses leaders militaires restent actifs au sein d'autres groupes armés.

.....

1 Résolution 1484 du Conseil de sécurité de l'ONU (2003), 30 mai 2003; [http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/RES/1484\(2003\)](http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/RES/1484(2003)).

2 Le 14 mars 2012, Lubanga fut déclaré coupable d'avoir commis des crimes d'enrôlement et de conscription d'enfants de moins de 15 ans et de les avoir fait participer activement aux hostilités; Human Rights Watch (HRW), «The Lubanga Trial», <http://www.hrw.org/topic/international-justice/lubanga-trial>.

Vu l'incapacité de Kinshasa à établir une armée cohésive, il est possible que ses transfuges continueront de rejoindre les rangs des rebelles d'Ituri. Cependant, une résurgence générale de l'UPC est peu probable étant donné les mutations sociales et politiques qui se sont opérées en Ituri: les hommes d'affaires ont en effet pu prospérer grâce à un climat relativement pacifique, le leadership militaire de la communauté Hema a été fragmenté et les jeux de pouvoir régionaux se sont quelque peu affaiblis. Certes, aucun de ces développements n'est irréversible, mais ils permettent de tirer des enseignements et créent un précédent dans la manière de gérer les autres groupes armés congolais. Plus spécifiquement, l'exemple de l'UPC suggère que la volonté d'un voisin d'affaiblir au lieu de renforcer un groupe armé, conjuguée à une intervention internationale dynamique et à une initiative gouvernementale énergique, peut faire pencher la balance en faveur de la paix. En même temps, l'instabilité persistante en Ituri indique qu'une paix réelle et durable est difficilement envisageable en l'absence de réformes économiques, militaires et politiques.

1. Introduction

Tant sur le plan politique que géographique, l'Ituri se situe en marge du Congo. Situé dans l'extrême nord-est du pays, à plus de 1 600 km de Kinshasa, ce district entretient des relations économiques plus étroites avec l'Ouganda et le Soudan du Sud qu'avec une grande partie de la RDC. La région, qui abrite de vastes pâturages de hauts plateaux, des mines d'or et des forêts de bois tropicaux précieux, a acquis une notoriété internationale pendant la Deuxième Guerre du Congo. De 1999 à 2003, au moins 55 000 personnes y furent tuées et plus de 500 000 déplacées lors d'un conflit impliquant des milices locales et les armées de trois pays.³ Les violences commencèrent par des litiges fonciers entre propriétaires Hema et fermiers Lendu qui s'intensifièrent jusqu'à devenir incontrôlables une fois que l'armée ougandaise s'en mêla. Le conflit fut encore exacerbé lorsqu'il devint partie intégrante d'une conflagration régionale impliquant les gouvernements ougandais, congolais et rwandais.

Au début de ces hostilités, l'UPC n'existait pas encore. Elle devint un parti politique en septembre 2000, pour ensuite se transformer en mouvement politico-militaire, forçant finalement le RCD-K/ML à quitter Bunia en août 2002. Si cette métamorphose est inextricablement liée aux luttes pour le leadership situées au cœur de la vie politique iturienne, les origines de l'UPC se trouvent également dans les groupes d'autodéfense Hema qui furent constitués, village après village, au début du conflit. Ce sont ces liens entre les machinations orchestrées dans le chef-lieu iturien et les combats interethniques menés dans les campagnes qui permettent de comprendre l'UPC.

Quel est l'événement qui a provoqué l'explosion de violence initiale en 1999? Pour pouvoir répondre à cette question, il faut d'abord donner

3 HRW, «Ituri: "Couvert de sang": Violence ciblée sur certaines ethnies dans le nord-est de la RDC», juillet 2003, p. 1. D'après des militants des droits humains locaux et internationaux, le bilan jusqu'en 2005 aurait été considérablement plus élevé que 60 000.

un bref aperçu historique des relations entre les communautés de l'Ituri.⁴ Le district compte ainsi plus d'une douzaine de groupes ethniques. Fin 2002, quelque 3,5 millions de personnes y vivaient, les Hema et les Lendu représentant probablement 40 % de la population. Certains considèrent que les Alur sont le groupe le plus important, d'autres, les Lendu.⁵ Cependant, les leaders Hema et Lendu furent les principaux protagonistes de la tragédie qui s'ensuivit.

Les experts s'accordent en général sur le fait que les Lendu arrivèrent en Ituri avant les Hema—autour du XVI^e siècle pour les Lendu, et à la fin du XVII^e ou au début du XVIII^e siècle pour les Hema.⁶ Les deux groupes s'implantèrent essentiellement dans les territoires de Djugu et d'Irumu, qui furent également les régions les plus gravement touchées par la violence. Les Hema du Nord (de Djugu) portent aussi le nom de Gegere, et les Lendu du Sud (d'Irumu), Ngiti. Si l'ampleur des inégalités avant la colonisation est discutable, il ne fait aucun doute que les administrateurs belges aidèrent les Hema à exercer une domination sociale et politique sur les Lendu. Néanmoins, les territoires de Djugu et d'Irumu présentent d'importantes différences à la fois en termes d'ampleur et d'origine du conflit interethnique avant 1999.

Après l'indépendance congolaise, des violences éclatèrent d'abord en 1966 à Irumu avant de devenir, pour reprendre l'adjectif employé par un leader de la communauté Lendu, «cycliques», des incidents étant

4 Voir Dan Fahey, *Ituri: Gold, Land, and Ethnicity in North-eastern Congo* (Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2013).

5 IRIN, «In-Depth: Ituri in Eastern DRC», 25 novembre 2002.

6 Les trois paragraphes qui suivent sont tirés de Johan Pottier, «Displacement and Ethnic Reintegration in Ituri, DR Congo: Challenges Ahead», *Journal of Modern African Studies* 46/3 (2008); Pottier, «Representations of Ethnicity in the Search for Peace: Ituri, Democratic Republic of Congo», *African Affairs* 109/434 (2010); et Dan Fahey, «Rethinking the Resource Curse: Natural Resources and Polywar in the Ituri District, Democratic Republic of the Congo» (thèse de doctorat, université de Californie, Berkeley, 2011), chapitre 2.

survenus en 1975, en 1979, en 1981 et en 1992/93.⁷ Ces conflits étaient en grande partie la conséquence de différends relatifs aux frontières administratives: les Hema intégrèrent certains villages Lendu dans l'une de leurs chefferies, privant ainsi les Lendu de leur accès au lac Albert.

A contrario, le territoire de Djugu, où de nombreux membres des communautés Hema et Lendu vivaient dans des enclaves, resta relativement pacifique jusque dans les années 1990. Là, le conflit est imputable aux litiges fonciers se rapportant à la loi foncière générale de 1973 qui abolit, du moins officiellement, la tenure coutumière et fit de toutes les terres des biens de l'État. Certaines élites Hema profitèrent de cette législation et de leur accès privilégié à la bureaucratie de l'État pour acquérir des terrains que de nombreux Lendu considéraient comme ayant appartenu à leurs ancêtres. La loi stipulant que les titres fonciers n'entreraient en vigueur que deux ans après leur achat, les acheteurs ne divulguèrent souvent les titres qu'ils possédaient que lorsqu'il était trop tard pour les contester. Les leaders Hema ne nient aucunement le fait que certains membres de leur communauté aient pu recourir à cette pratique, certains d'entre eux allant même jusqu'à faire preuve d'empathie à l'égard des revendications des Lendu. «Imaginez-vous les Lendu», a déclaré l'un d'entre eux, «ils perdent leur colline, ils portent plainte devant les autorités judiciaires et les Hema gagnent à chaque fois.»⁸

Ernest Wamba dia Wamba, président du RCD-K/ML en 1999, considère cette «injustice» comme «la véritable source du conflit» en Ituri.⁹ De même, l'anthropologue Johan Pottier suggère que la crise fut déclenchée pour des raisons de classe et non pas d'ethnicité à proprement parler.¹⁰ Tandis que les leaders Lendu, interrogés sur les origines du conflit,

7 Entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec Didi Angaika, Bunia, 9 août 2012.

8 Projet Usalama, personne interrogée n° 54, Kinshasa, août 2012.

9 Entretien avec Wamba dia Wamba, Kinshasa, 4 juillet 2011.

10 Pottier, «Displacement and Ethnic Reintegration», p. 433.

commencent généralement par décrire cette histoire d'inégalité, les leaders Hema insistent sur un facteur plus immédiat, à savoir l'absence d'État, un problème primordial qu'ils associent principalement au défunt Président congolais, Laurent Kabila, qui démit Mobutu de ses fonctions en mai 1997.

Bien qu'entre décembre 1996 et mars 1997, l'Ituri ait été le théâtre de plusieurs viols collectifs et de pillages perpétrés par des soldats de Mobutu battant en retraite pendant la Première Guerre du Congo, le district resta au départ calme lorsque le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) y arriva, accompagné de troupes rwandaises et ougandaises, au début de la Deuxième Guerre du Congo fin 1998.¹¹ Mais lorsque le conflit foncier éclata en 1999, des leaders Hema firent valoir que l'armée ougandaise avait commencé d'exploiter les tensions ethniques en vendant des armes aux deux camps pour se faire de l'argent.¹² Cette allégation, qui dissimule le fait que les Hema profitèrent bien plus du soutien ougandais que les Lendu, annonçait le lancement immédiat des hostilités entre avril et juin 1999 et la création des groupes d'autodéfense qui s'ensuivit.

Formation des groupes d'autodéfense Hema

Le conflit d'Ituri éclata en avril 1999 dans la concession de Leyna, à Walendu-Pitsi, une chefferie du territoire de Djugu. Des villageois Lendu accusèrent Singa Kodjo, le propriétaire Hema de Leyna, d'avoir étendu sa concession vers les terres Lendu dans l'illégalité. La façon précise dont les événements s'enchaînèrent ensuite reste contestée, mais il semblerait que Kodjo ait tenté d'impliquer la police locale dans ses plans d'expansion, déclenchant ainsi une attaque Lendu. Des événements similaires se produisirent dans des localités voisines, dont un lors duquel

11 Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (OHCHR), «Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République démocratique du Congo» (juin 2010), p. 129.

12 Projet Usalama, personnes interrogées n° 4, 19 et 54, Bunia et Kinshasa, août 2012.

un propriétaire de concession Hema fut assassiné.¹³ Fin mai, Singa Kodjo et d'autres Hema influents payèrent le capitaine Anthony Kyakabale, commandant de secteur de l'armée ougandaise (UPDF, Force de défense du peuple ougandais) pour qu'il expulse les Lendu qui occupaient leurs concessions, intensifiant ainsi la militarisation du cycle de violence.¹⁴

Dans ce contexte d'insécurité, les Hema se mirent à constituer des groupes d'autodéfense. Si la communauté Lendu en fit autant en créant ses propres milices, les groupes Hema étaient généralement mieux organisés. Comme ces groupes étaient au départ constitués au niveau du village voire de l'exploitation agricole, leur mode d'instauration et leurs structures sont légèrement différents. Il est toutefois possible de faire ressortir certaines caractéristiques communes:¹⁵ les groupes étaient généralement dirigés soit par les propriétaires des fermes Hema, soit par leurs fils, tandis que les anciens du village, les chefs coutumiers et les comités de la jeunesse locale jouaient tous un rôle clé dans la mobilisation des communautés. Le soutien matériel provenait de plusieurs sources: de riches hommes d'affaires faisaient des dons importants, tandis que dans les villes de marché comme Fataki, les impôts perçus allaient souvent directement dans les caisses des groupes d'autodéfense. Dans les villages situés à proximité de mines, la population exploitait l'or pour le revendre et l'échanger contre des armes. Enfin, les collectes de porte à porte permettaient de fournir à ces groupes de l'argent et de la nourriture.

D'après un ancien membre, chaque groupe d'autodéfense Hema aurait possédé environ trois ou quatre fusils d'assaut, souvent achetés à l'UPDF, qui revendait les armes abandonnées par les armées de Mobutu et de

.....
13 Fahey, «Rethinking the Resource Curse», chapitre 5.

14 Conseil de sécurité de l'ONU S/2004/573, «Rapport spécial sur les événements d'Ituri, janvier 2002–décembre 2003», 16 juillet 2004, paragr. 19; Projet Usalama, personne interrogée n° 58, Bunia, août 2012.

15 Sauf lorsque d'autres sources sont citées, tous les paragraphes et citations de cette section sont tirés du Projet Usalama, personnes interrogées n° 65, 66 et 67, Ituri, octobre 2012.

Kabila. L'UPDF déployait également certains de ses propres militaires—généralement une douzaine—dans chaque ferme, souvent payés par les propriétaires. Lorsque les combats s'étendirent, englobant tout le territoire de Djugu pendant la seconde moitié de 1999, les groupes intensifièrent leurs efforts de recrutement; des membres qui avaient l'expérience de l'armée assurèrent une formation militaire rapide aux nouvelles recrues. Puis, d'après un ancien commandant de l'armée du RCD-K/ML de service à Djugu de 1999 à 2000: «Pour des raisons d'efficacité, des comités furent créés dans chaque grand centre—Fataki, Iga Barrière, Largu, Katoto, Mongbwalu, et une représentation à Bunia—et chargés de collecter des fonds, d'organiser des véhicules privés pour le transport des combattants et d'acheter des armes et des munitions.»

L'appellation «autodéfense» était quelque peu trompeuse, étant donné que les Hema comme les Lendu se conduisaient de manière offensive. Si les Hema étaient moins nombreux, ils affichaient une supériorité en termes d'armes, grâce à la fois à leur richesse et au soutien octroyé par l'UPDF. Au moment où de lourds combats éclatèrent en juin 1999, le commandant ougandais des opérations au Congo, le brigadier James Kazini, annonça la création de la province de Kibali-Ituri, qui réunissait les districts de l'Ituri et du Haut-Uélé. Il nomma une politicienne Hema, Adèle Lotsove, au poste de gouverneur, décision qui fut perçue comme destinée à démontrer que les Ougandais favorisaient les Hema. Bien que Lotsove ait organisé une commission de pacification en août, elle fut vite critiquée pour avoir exacerbé le conflit dans le territoire de Djugu.

Après les combats du mois d'août 1999 opposant les armées du Rwanda et de l'Ouganda à Kisangani, chef-lieu de la Province Orientale, le président du RCD-K/ML Wamba dia Wamba transféra son quartier général à Bunia. Au mois d'octobre, le RCD-K/ML établit sa propre Commission pour la Sécurité et la Paix dans le territoire de Djugu. Deux mois plus tard, cette démarche conduisit Wamba à démettre Lotsove de ses fonctions de gouverneur pour la remplacer par Ernest Uringi Padolo, un Alur considéré comme faisant preuve de neutralité. À peu près à la même période, le Président ougandais Museveni invita des représentants de

l'Ituri à Kampala à participer à des pourparlers et remplaça son commandant à Bunia.¹⁶

L'implication de l'armée ougandaise était pleine de contradictions. Si un certain nombre d'officiers de l'UPDF haut placés privilégiaient les groupes d'autodéfense Hema et récoltaient les bénéfices financiers de la protection qu'ils offraient aux propriétaires terriens Hema, d'autres—notamment le colonel Peter Kerim—intervinrent à plusieurs reprises pour protéger des villages Lendu. Au moins une fois, des unités de l'UPDF qui soutenaient des camps opposés allèrent même jusqu'à échanger des tirs.¹⁷

Wamba, ancien professeur d'histoire à l'université de Dar es Salam, en Tanzanie, fut rapidement écarté par des politiciens plus impitoyables qui exploitèrent à la fois le conflit entre Hema et Lendu et les querelles intestines de l'UPDF pour tenter de s'arroger le contrôle de l'Ituri. Ils contribuèrent par là-même à la création de l'UPC.

16 HRW, «Uganda in Eastern DRC: Fueling Political and Ethnic Strife», mars 2001, p. 35-40.

17 Conseil de sécurité de l'ONU S/2001/357, «Rapport du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo», 12 avril 2001, paragr. 180.

2. Création de l'UPC

Les premières années de l'UPC constituent sans doute la période la plus opaque de son existence; en effet, certains vont même jusqu'à affirmer, à tort, qu'elle aurait été créée un voire deux ans plus tard.¹⁸ Il est primordial que toute description exhaustive de la création de l'UPC mette l'accent sur la lutte pour le leadership du centre politique de l'Ituri, ainsi que sur les combats qui eurent lieu dans la zone rurale de Djugu. Entre juillet 2000 et septembre 2002, Thomas Lubanga et ses alliés locaux exploitèrent trois développements politiques: une lutte pour le leadership au sein du RCD-K/ML qui se solda par la mutinerie d'officiers Hema; conséquence de cette lutte, un conflit relatif au contrôle du nord-est du Congo opposant le RCD-K/ML au Mouvement de libération du Congo (MLC); et, enfin, l'apparition de tensions entre le RCD-K/ML et l'Ouganda après que ce premier se soit rapproché du gouvernement de Kinshasa. Au fil de ces développements, Lubanga se mit à jouer un rôle de plus en plus important dans la vie politique iturienne. En l'espace de deux années, d'un petit parti politique, il avait ainsi réussi à transformer l'UPC en l'un des mouvements politico-militaires les plus puissants du district.

Luttes de pouvoir au sein du RCD-K/ML et mutinerie de la FMC

Le RCD-K/ML n'a jamais été un mouvement cohérent en interne: tout comme la plupart des rébellions congolaises, il était déchiré par des querelles intestines, une ingérence venue de l'extérieur et un manque de consensus sur ses objectifs. Peu après son arrivée à Bunia, l'autorité de Wamba fut remise en cause par le commissaire général de son parti,

18 Par exemple, dans International Crisis Group (ICG), «Congo Crisis: Military Intervention in Ituri», 14 juin 2003, p. 5, il est suggéré que l'UPC aurait été créée en juin 2002.

Antipas Mbusa Nyamwisi, et par l'adjoint de ce dernier, John Tibasima. Originaire de la province du Bas-Congo, Wamba était considéré comme un étranger en Ituri; Mbusa, un Nande du Nord-Kivu, et Tibasima, un Hema local, n'eurent donc guère de mal à l'évincer. Ces deux communautés représentaient sur le plan économique les deux groupes ethniques les plus influents de la zone placée sous le contrôle du RCD-K/ML.

Les trois protagonistes offraient un contraste frappant: un professeur d'histoire gauchiste qui avait passé une grande partie de sa vie aux États-Unis et en Tanzanie, face à deux hommes d'affaires locaux proches de personnalités influentes. Tibasima, qui était responsable des portefeuilles budgétaire, financier et minier, avait précédemment été PDG de la compagnie minière d'État, l'Office des Mines d'Or de Kilo-Moto (OKIMO), tandis que Mbusa était d'une famille influente sur le plan politique et avait été l'un des membres fondateurs du RCD en 1998.¹⁹

Dès la fin de 1999, les rivaux de Wamba se mirent à poser les jalons de leurs zones d'influence. Tibasima commença par recruter des jeunes en vue d'une formation militaire au camp de Rwampara, près de Bunia, et Mbusa en fit autant au camp de Nyaleke, près de Beni. Les deux hommes recrutèrent essentiellement en fonction de facteurs ethniques, même si les soldats de Mbusa se composaient principalement de Nande et de Lendu.²⁰ Dans les deux camps, les recrues furent entraînées par des officiers de l'UPDF. Tout comme Lotsove, Mbusa et Tibasima obtinrent le soutien de l'Ouganda en nouant des relations d'affaires avec le brigadier Kazini et le général Salim Saleh, demi-frère influent du Président ougandais Yoweri Museveni; ils les aidaient ainsi à bénéficier des ressources naturelles du Congo. Par la suite, les deux hommes furent réprimandés par la Commission Porter mise en place par le Président Museveni pour

19 HRW, «Le fléau de l'or: République démocratique du Congo», 2 juin 2005, p. 14; Jean Omasombo et Erik Kennes, *République démocratique du Congo: Biographies des acteurs de la Transition (juin 2003-juin 2006)* (Tervuren: Musée royal de l'Afrique centrale, 2006), p. 153-154, 237-238 et 250-251.

20 HRW, «Uganda in Eastern DRC», p. 16, 44.

enquêter sur des allégations du Groupe d'experts de l'ONU.²¹ Mbusa réussit également à s'attirer les faveurs de plusieurs officiers ougandais en poste dans la région.

Bien que les deux camps d'entraînement aient officiellement servi à l'armée du RCD-K/ML, l'Armée populaire congolaise (APC), Wamba était mécontent des efforts déployés par Mbusa et Tibasima. C'est lorsqu'il essaya de réduire l'influence de ses rivaux en avril 2000 que ceux-ci lancèrent leur première tentative de coup d'État. Le Président Museveni ne tarda pas à intervenir, puis réunit les trois hommes à Kampala pour les obliger à résoudre leurs différends.²² Cette trêve fit toutefois long feu. En juillet, des commandants Hema de l'APC lancèrent une mutinerie pour protester contre ce qu'ils percevaient comme la position pro-Lendu de Wamba, prenant alors le nom de Force mobile Chui («léopard») (FMC). Wamba s'empessa d'attribuer cette révolte à Tibasima. Étant donné non seulement que la FMC était le précurseur de l'UPC, mais qu'elle avait aussi amené Thomas Lubanga sur le devant de la scène, des explications supplémentaires semblent nécessaires.

Le commandant Bagonza fut le premier à se mutiner avec ses troupes, attaquant les postes de l'APC à Nyankunde et à Marabo. D'autres commandants Hema, dont Tchalignonza Nduru et Floribert Kisémba, rejoignirent Bagonza dans la brousse, de même que plusieurs commandants Tutsi congolais de l'APC, notamment Bosco Ntaganda. Ils collaborèrent avec Yves Kahwa, chef coutumier de la chefferie de Bahema-Banywagi à Djugu. Pendant quelque temps, la FMC fut basée dans la ville principale de cette chefferie, Mandro, qui devint par la suite le siège de l'UPC et le principal centre d'entraînement. Bien que son objectif ait été de destituer

21 République de l'Ouganda, «Judicial Commission of Inquiry into Allegations into Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Forms of Wealth in the Democratic Republic of Congo 2001 (May 2001–November 2002): Final Report», novembre 2002, section 44.2.

22 HRW, «Uganda in Eastern DRC», p. 16–18.

Wamba, la FMC n'était dotée ni d'une structure organisationnelle claire, ni d'un leader unique.²³

Le Président Museveni fut de nouveau contraint d'intervenir pour enrayer la violence. Il ordonna le déploiement de renforts de l'UPDF, incitant ainsi la communauté Hema à dépêcher une délégation pour supplier Museveni de ne pas attaquer ses «fils qui manifestent contre l'injustice».²⁴ L'un des délégués était Thomas Lubanga, qui avait étudié la psychologie à l'université de Kisangani et qui, âgé de quarante ans, n'était pas étranger au monde politique. Dans les années 1990, il avait été un membre actif de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) d'Étienne Tshisekedi. Il avait également été député provincial à Bunia pendant le court gouvernorat d'Adèle Lotsove—poste qui pourrait expliquer pourquoi l'on entend souvent dire, à tort, qu'il est le neveu de Lotsove. Avant que Tibasima ne lui demande de se joindre à la délégation qui se rendait à Kampala, Lubanga était négociant dans le principal marché de Bunia.²⁵

Accompagnée d'un groupe d'agents de l'État ougandais haut placés, la délégation retourna à Bunia pour négocier la capitulation pacifique de la FMC ; en échange, les Ougandais convinrent de fournir un entraînement militaire aux mutins. Saisissant cette opportunité, les leaders de la communauté Hema à Djugu et Irumu s'empressèrent de lancer une campagne de recrutement, faisant passer le nombre de mutins d'environ 300 à près de 700. Parmi ces recrues figuraient 163 enfants âgés de neuf à dix-sept ans.²⁶ Avant de s'envoler vers l'Ouganda depuis l'aéroport

.....

23 Projet Usalama, personnes interrogées n° 54, 60, 61, 62 et 63, Kinshasa et Bunia, août–septembre 2012.

24 *New Vision* (Kampala), «Bunia team makes contact», 7 août 2000.

25 Entretiens menés dans le cadre du Projet Usalama avec Richard Lonema, 11 août 2012; Daniel Litsha (ancien secrétaire général de l'UPC), 27 août 2012; et John Tinanzabo (actuel président par intérim de l'UPC et ancien chef de la délégation de l'UDPS), 7 octobre 2012 (tous les trois à Bunia).

26 BBC News, «UN finds Congo child soldiers», 21 février 2001; <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/1181593.stm>.

de Bunia fin août, certains leaders de la mutinerie passèrent un peu de temps chez Lubanga et, reconnaissant son courage et son sens aigu de la politique, ils en firent leur porte-parole.²⁷ Après leur départ, celui-ci réunit un groupe d'Ituriens instruits, dont un grand nombre étaient Hema, mais pas tous. Le 15 septembre 2000, ils créèrent l'UPC et nommèrent Lubanga président du mouvement.²⁸

Certains des cofondateurs de l'UPC affirment qu'elle commença comme un «mouvement purement politique» dans le but d'élaborer des stratégies pour mettre un terme à la violence interethnique en Ituri.²⁹ Mais le rôle que Lubanga joua dans la FMC juste avant de fonder l'UPC suggère que le groupe avait dès le départ des visées militaires. Lubanga, qui passa un peu de temps en Ouganda entre 2000 et 2001, maintint des liens avec les anciens mutins tandis que les Ougandais les entraînaient à Kyankwanzi et Jinja.³⁰ À vrai dire, le cofondateur de l'UPC Richard Lonema les considérait déjà à l'époque comme la branche armée de l'UPC.³¹

Pendant ce temps, la crise politique au cœur du RCD-K/ML se poursuivit. Lors de la mutinerie de la FMC, Wamba dia Wamba essaya de suspendre Mbusa et Tibasima, les accusant de trahison. S'ensuivit une nouvelle série de négociations entre les trois hommes qui, cette fois-ci, fut non seulement facilitée par l'Ouganda, mais aussi par le Mozambique et la Tanzanie. De retour à Bunia, cependant, Mbusa—réputé pour son sens aigu de la politique—sabota rapidement l'accord de Kampala. Il se servit de ce qui restait du bataillon formé au camp de Nyaleke pour

27 Projet Usalama, personnes interrogées n° 54, 60, 61, 62 et 63; HRW, «Uganda in Eastern DRC», p. 19.

28 CPI, ICC-01/04-01/06, «Situation en République démocratique du Congo, Affaire le Procureur c/ Thomas Lubanga», 14 mars 2012, paragr. 81.

29 Entretiens menés dans le cadre du Projet Usalama avec John Tinanzabo, Bunia, 7 octobre 2012, et Daniel Litsha, Bunia, 8 août 2012.

30 CPI, «Le Procureur c/ Thomas Lubanga», paragr. 1031–1036.

31 Entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec Richard Lonema, 11 août 2012, Bunia.

lancer une attaque contre la résidence de Wamba. Si le rôle de Tibasima et de Lubanga dans ce putsch n'est pas entièrement clair, il ne fait aucun doute que les officiers de l'UPDF étaient ouvertement divisés, ceux qui soutenaient Mbusa étant considérés comme les hommes de Kazini.³² Une fois de plus, le gouvernement ougandais ordonna à tous les protagonistes de regagner Kampala. Wamba fit alors ses adieux à Bunia: meurtri et fatigué des complots permanents dont il faisait l'objet, il quitta la région.

Échec de la fusion du FLC

Exaspéré par les querelles internes permanentes que connaissait l'Ituri—dont sa propre armée était largement responsable—, le gouvernement ougandais invita les trois groupes rebelles congolais qu'il soutenait à participer fin 2000 à des pourparlers à Kampala: le MLC de Jean-Pierre Bemba, le RCD-K/ML et le RCD-National (RCD-N) de Roger Lumbala. Le résultat de cette rencontre fut la fusion des trois groupes, qui devinrent ainsi en janvier 2001 le Front de libération du Congo (FLC), qui n'exista que peu de temps.

En tant que chef rebelle le plus accompli, Bemba—dont les troupes contrôlaient la province de l'Équateur dans le nord de la RDC—fut désigné leader du FLC. Mbusa devint coordinateur exécutif, et Tibasima secrétaire général en charge du secteur minier; autrement dit, les trois hommes se virent confier des fonctions pratiquement identiques à celles qu'ils avaient assumées lorsque le RCD-K/ML avait été transféré à Bunia. Pour Mbusa, cela démontrait que le gouvernement ougandais n'accepterait plus son «esprit autonomiste», et il s'exila en Afrique du Sud.³³ Lubanga, cependant, fut pour ainsi dire «promu» en devenant secrétaire général adjoint du FLC en charge de la jeunesse, des sports et des loisirs.

32 Voir HRW, «Uganda in Eastern DRC», p. 20–22; Alphonse Maindo Monga Ngonga, «La républiquette de l'Ituri' en République démocratique du Congo: Un Far West ougandais», *Politique africaine* 89 (2003), p. 190.

33 Entretien avec Mbusa Nyamwisi, 14 juillet 2011.

L'UPC fut invitée à la signature de l'accord du FLC, mais n'eut pas le droit de le signer, le MLC et le RCD-K/ML voulant éviter de se retrouver avec un nouveau concurrent. Quelques mois plus tard, le bureau de l'UPC à Bunia fut vandalisé, son drapeau brûlé et tous ses documents détruits. L'UPC en tant que parti cessa alors d'organiser des meetings officiels et se mit à œuvrer dans la clandestinité.³⁴

Le FLC ne fut qu'un bref interlude dans ce qui devenait un conflit de plus en plus divisé. En juin 2001, des troupes fidèles à Mbusa, qui complotait à distance, lancèrent une attaque contre Bemba à Beni, le forçant à prendre la fuite. Une fois de plus, certains officiers ougandais soutinrent Mbusa, portant ainsi atteinte au compromis que leur propre gouvernement avait essayé d'encourager.³⁵ Ayant chassé Bemba de Beni, Mbusa voulait désormais le forcer à quitter Bunia. Pour ce faire, il chercha à forger une alliance avec Lubanga. Le rôle de Tibasima dans ces développements fait l'objet d'une controverse; en effet, il quitta rapidement Bunia pour se consacrer aux pourparlers de paix en Afrique du Sud et finit par obtenir le ministère de l'Aménagement urbain au sein du gouvernement de transition.³⁶

Les troupes de Bemba se retirèrent d'Ituri en novembre 2001. À peu près au même moment, Mbusa nomma Lubanga nouveau ministre de la Défense RCD-K/ML. Pour le cofondateur de l'UPC, Lonema, cette nomination représenta la «reconnaissance de notre force»—mais Mbusa ne voulait pas que Lubanga se serve de l'étiquette UPC et il refusa de l'autoriser à s'inscrire formellement en tant que parti politique.³⁷ Lorsqu'il devint évident qu'il voyait Lubanga davantage comme un chef de fil sans pouvoir réel, leurs relations se détériorèrent rapidement.

34 Entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec Daniel Litsha, Bunia, 22 août 2012.

35 *The Monitor* (Kampala), «Mayombo Wants UPDF to Quit Congo», 2 août 2002.

36 Projet Usalama, personnes interrogées n° 3 et 34, Bunia, août 2012.

37 Entretiens menés dans le cadre du Projet Usalama avec Lonema, 11 août 2012, et Daniel Litsha, 8 août 2012.

Ayant tiré parti des conflits au sein, d'abord, du RCD-K/ML et, ensuite, du FLC, Lubanga était désormais prêt à exploiter les tensions grandissantes entre le RCD-K/ML et le gouvernement ougandais.

D'un parti politique à un mouvement armé

Si les querelles entre élites politiques devinrent une importante caractéristique du conflit en Ituri, la violence armée resta un instrument clé pour régler ses comptes et déjouer ses rivaux. Alors que les principaux belligérants entamaient des pourparlers de paix en Afrique du Sud en 2002, et que la rivalité régionale entre le Rwanda et l'Ouganda gagnait en intensité, l'Ituri se retrouva traversée par des courants contraires, avec des conséquences catastrophiques.

Mbusa était peut-être le stratège le plus invétéré qui soit, ayant démis Lubanga de ses fonctions ministérielles et fait de Jean-Pierre Molondo Lompondo, un «étranger» du Kasai, une région située dans le sud-ouest de la RDC, le nouveau gouverneur d'Ituri et commandant de l'APC, la branche armée du RCD-K/ML. Les Hema étaient méfiants à l'égard de Lompondo, qu'ils accusaient d'avoir programmé des massacres à Irumu avec des groupes d'autodéfense Lendu.³⁸ Puis, début avril, l'évêque Léonard Dhejju, un Hema, fut contraint de démissionner pour avoir soutenu les milices Hema. Lorsque l'Église catholique désigna provisoirement un Nande, Janvier Kataka, pour le remplacer, la communauté Hema rassembla des manifestants pour montrer son opposition à Mbusa.³⁹

Le 17 avril 2002, la situation à Bunia s'aggrava. Lubanga accusa Mbusa d'avoir vendu l'Ituri au gouvernement congolais, préparé une prise de pouvoir Nande de Bunia et pris parti pour les Lendu dans le conflit inter-ethnique. Peu de temps après, des troupes fidèles à Lubanga organisèrent

³⁸ De mars à avril 2002, Lompondo négocia avec des milices Lendu de Walendu Bindi. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce point, veuillez consulter le prochain rapport du Projet Usalama consacré au FNI et aux FRPI.

³⁹ Conseil de sécurité de l'ONU, «Rapport spécial sur les événements d'Ituri», paragr. 22.

une autre mutinerie au sein de l'APC. Elles réussirent à diviser Bunia en deux, une zone étant contrôlée par Lubanga, et l'autre, par Mbusa.⁴⁰ Bunia resta dans cette impasse d'avril jusqu'en août 2002.

La mutinerie marqua le retour sur le devant de la scène des commandants qui avaient été à l'origine de la précédente mutinerie de la FMC. Après avoir suivi un entraînement à Kyankwanzi (nouvelles recrues) et Jinja (officiers), la plupart d'entre eux avaient été envoyés dans la province de l'Équateur pour rejoindre la branche armée du MLC. Après plusieurs mois passés à se battre pour Bemba, les militaires se sentirent de plus en plus frustrés. Ils savaient que leurs frères Hema continuaient de mourir dans les affrontements interethniques en Ituri et avaient le sentiment que le MLC se servait d'eux «comme des chiens».⁴¹ Après l'éclatement du FLC dans le nord-est du Congo, ces militaires—placés sous le commandement Floribert Kisembo—se rebellèrent dans la province de l'Équateur, exigeant d'être renvoyés en Ituri. Bemba céda et les laissa rentrer à Bunia, où ils se rangèrent du côté de Lubanga.⁴²

Dans l'intervalle, le gouvernement à Kinshasa se mit à toiser l'Ituri. En avril et mai 2001, Mbusa s'était rendu deux fois à Luanda, la capitale de l'Angola, d'abord pour s'entretenir avec les Angolais, qui se rangeaient du côté du gouvernement congolais, puis pour rencontrer Joseph Kabila, devenu Président de la RDC en janvier 2001 après l'assassinat de son père.⁴³ Lorsque les troupes de Mbusa attaquèrent Bemba à Beni en juin 2001, il avait donc déjà commencé à changer de camp, espérant devenir «l'homme de Kinshasa dans le Nord-Est» au fur et mesure que

40 Voir CPI, «Affaire le Procureur c/ Thomas Lubanga», paragr. 1089; Projet Usalama, personne interrogée n° 51, Kinshasa, août 2012.

41 Entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec l'ancien aide de camp (ADC) de Floribert Kisembo, Bunia, 15 août 2012.

42 CPI, ICC-01/04-01/06, «Situation en République démocratique du Congo, Affaire le Procureur c/ Thomas Lubanga Dyilo: Décision sur la confirmation des charges (Version publique avec annexe I)», 29 janvier 2007, paragr. 173.

43 Entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec Mbusa, Kinshasa, juillet 2011.

le processus de paix s'accélérait.⁴⁴

La déclaration de Lubanga du 17 avril 2002 eut lieu deux jours avant que Mbusa n'avalise l'Accord de Sun City, qui préparait le terrain à l'instauration d'un gouvernement de transition. En outre, à la mi-2002, le Président Museveni essaya d'améliorer les relations avec le gouvernement congolais, en grande partie du fait de l'hostilité grandissante entre l'Ouganda et le Rwanda. Dans ce contexte, Mbusa sembla jouer un rôle utile de facilitateur entre les gouvernements ougandais et congolais.

En juin 2002, l'Ouganda invita Lubanga à Kampala pour débattre de l'impasse dans laquelle se trouvait Bunia. Peut-être dans l'espoir de démontrer leur bonne disposition à l'égard du gouvernement congolais, les Ougandais, à la grande surprise de tous, placèrent alors Lubanga en détention avec plusieurs membres de sa délégation avant de les envoyer à Kinshasa par avion.⁴⁵ Ces arrestations allaient avoir des conséquences terribles. Se méfiant des intentions de l'Ouganda, le chef Kahwa et le conseiller en charge de la sécurité de Lubanga, Richard Beiza, avaient déjà fui Kampala pour se rendre à Kigali, où ils demandèrent au gouvernement rwandais de soutenir leur lutte contre les troupes de Mbusa et les milices Lendu. Les Rwandais acceptèrent, profitant de cette opportunité qui leur était donnée de gagner de l'influence en Ituri, chasse gardée de leur rival ougandais. D'abord à l'insu de l'Ouganda, le Rwanda commença à approvisionner les mutins au moyen de parachutages sur leur centre d'entraînement à Mandro.⁴⁶

44 Gérard Prunier, «The "Ethnic" Conflict in Ituri District: Overlapping of Local and International in Congo-Kinshasa», dans *The Recurring Great Lakes Crisis: Identity, Violence and Power* (éd. Jean-Pierre Chrétien et Richard Banégas) (Londres: Hurst & Co., 2008), p. 192.

45 Associated Press (AP), «In sign of improving relations with Congo, Uganda hands over detained militia leader», 21 juin 2002.

46 Voir Conseil de sécurité de l'ONU, «Rapport spécial sur les événements d'Ituri», paragr. 29; entretien avec Kahwa cité dans HRW, «Ituri: "Couvert de sang"», p. 17. Le fait que le Rwanda a commencé de soutenir l'UPC avant de prendre Bunia en août 2002 a été confirmé par des entretiens menés dans le cadre du Projet Usalama avec Lonema, 11 août 2012, et Dieudonné Mbuna, 22 août 2012, ainsi que par la personne interrogée n° 7, août 2012 (tous trois à Bunia).

N'en étant plus à une contradiction près, les troupes ougandaises finirent par aider les mutins pro-Lubanga à chasser le gouverneur Lompondo et à prendre le contrôle de Bunia le 9 août 2002.⁴⁷ La question de savoir si l'UPC était derrière cette opération ou non fit l'objet de débats lors du procès de Lubanga à la CPI, qui s'ouvrit en janvier 2009. L'accusation fit valoir que Lubanga avait orchestré l'attaque par téléphone, tandis que la défense—soulignant qu'il était encore à l'époque assigné à résidence à Kinshasa—suggéra que par la suite, il se contenta de «tirer un avantage politique d'une rébellion qu'il ne dirigeait pas».⁴⁸ En réalité, Lubanga ne retourna à Bunia qu'à la fin du mois d'août en compagnie du ministre congolais des Droits de l'homme, Ntumba Luaba, qui voulait convaincre les leaders traditionnels d'Ituri de participer à une conférence de paix. Le chef Kahwa profita de cette occasion pour prendre Luaba en otage et l'échanger contre des délégués de Lubanga, qui étaient toujours en détention à Kinshasa après avoir été arrêtés en juin.⁴⁹

Il est probable que Lubanga ait continué de diriger la mutinerie depuis la prison. À son retour, il chargea Floribert Kisembo et Bosco Ntaganda, les architectes de la rébellion de la FMC, de prendre la tête de la branche armée de l'UPC, les Forces patriotiques pour la libération du Congo (FPLC), indiquant ainsi clairement que les mutins avaient travaillé pour Lubanga depuis le début. S'étant arrogé le contrôle de Bunia, l'UPC tourna désormais son attention vers le reste de l'Ituri.

47 Agence France Presse (AFP), «Ugandan troops take control of Bunia, northeastern DR Congo», 11 août 2002.

48 CPI, «Le Procureur c/ Thomas Lubanga», paragr. 90, fn. 217.

49 Voir Conseil de sécurité de l'ONU, «Rapport spécial sur les événements d'Ituri», p. 58; IRIN, «DRC: Human rights minister taken hostage near Bunia», 30 août 2002, <http://www.irinnews.org/Report/34073/>.

3. Six mois au pouvoir

Au plus fort de son succès, l'UPC était un puissant mouvement politico-militaire, bien mieux organisé que les groupes armés principalement Lendu qu'elle combattait. Cette période ne dura toutefois que six mois, à partir de septembre 2002, à la prise de contrôle de Bunia, jusqu'en mars 2003, lorsque les Ougandais attaquèrent la ville. Ce chapitre analyse l'organisation politique et militaire des groupes armés et livre une chronique des principaux événements qui se déroulèrent pendant cette période.

Si le leadership politique de l'UPC émanait de plusieurs groupes ethniques, nombre de ses principaux sympathisants avaient pris part à la création de groupes d'autodéfense Hema à Djugu depuis juin 1999. Cependant, la violence que déclenchèrent ses troupes après leur arrivée au pouvoir suggère fortement que les actions de l'UPC étaient motivées par ce que ses commandants percevaient comme étant les intérêts de la communauté Hema dans le cadre de sa lutte contre les Lendu et leurs alliés.

Organisation politique

Début septembre 2002, Thomas Lubanga annonça la composition du bureau exécutif de l'UPC, qui fut brièvement chargé d'administrer une grande partie de l'Ituri. Comme les membres de l'UPC tenaient à le souligner, le bureau exécutif se composait de tous les principaux groupes ethniques d'Ituri. Seuls six des 27 secrétariats nationaux et secrétaires nationaux adjoints étaient Hema (voir annexe 1). La personnalité la plus en vue de toutes était l'ancien gouverneur Adèle Lotsove, qui fut chargée des finances. Elle fut par la suite démise de ses fonctions pour détournement de fonds et remplacée par Clément Ondia (un Lugbara du territoire d'Aru). Le 10 décembre 2002, le bureau exécutif fit l'objet d'un remaniement général. L'UPC disposait également d'un secrétaire général:

le premier fut Daniel Litsha (un Hema), puis vint Faustin Lola Lapi (un Logo), auquel succéda Victor Ngona (un Hema).⁵⁰

Si les secrétaires nationaux, également appelés « ministres », représentaient un large éventail de groupes ethniques, le cercle rapproché des preneurs de décisions restait essentiellement Hema, avec notamment le chef d'état-major de Lubanga, Dieudonné Mbuna, son secrétaire privé Michel Angaika et le ministre de l'Économie Lonema.⁵¹ On ignore précisément dans quelle mesure les hommes d'affaires et les intellectuels Hema purent affecter la trajectoire de l'UPC. Quoi qu'il en soit, d'aucuns affirment parfois que les leaders civils avaient moins d'influence sur Lubanga que les militaires, notamment Floribert Kisembo (chef d'état-major des FPLC), Bosco Ntaganda (chef d'état-major adjoint des FPLC) et Aimable Rafiki Saba (chef de la sécurité), qui avaient tous été impliqués dans la mutinerie de la FMC. Tandis que Kisembo était un Hema, Ntaganda et Rafiki étaient tous les deux des Tutsis congolais. À noter que de nombreux Hema considèrent les Tutsis comme des camarades nilotiques—un terme problématique sur le plan historique et à forte valeur subjective—et donc comme des alliés naturels.⁵²

La multiethnicité du bureau exécutif de l'UPC devrait surtout être considérée comme une simple façade: certains des membres exécutifs non Hema rejoignirent en effet le mouvement après avoir subi des menaces, tandis que des chefs traditionnels et administrateurs d'autres groupes ethniques furent assassinés lorsque leur loyauté envers l'UPC fut mise en doute.⁵³ Parmi eux figurait Joseph Eneko, un leader de la communauté Alur, d'Aru, que Lubanga nomma gouverneur de l'Ituri

50 Entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec Litsha, 27 août 2012.

51 Tout comme Lonema et Lubanga, Angaika avait étudié la psychologie à Kisangani; voir son témoignage lors du procès de Lubanga le 7 avril 2011: <http://www.icc-cpi.int/iccdocs/doc/doc1053174.pdf>.

52 Projet Usalama, personnes interrogées n° 34, 39, 50, 52 et 53, Bunia et Kinshasa, août 2012.

53 Projet Usalama, personne interrogée n° 20, Bunia, août 2012; HRW, «Ituri: "Couvert de sang"», p. 21.

en septembre, sans doute pour mieux faire accepter son mouvement. Eneko retarda son départ pour pouvoir nouer un dialogue avec d'autres communautés, y compris les leaders Lendu de Kpandroma. L'UPC chargea alors une délégation, dirigée par Floribert Kisembo, d'amener Eneko à Bunia. Lorsque celui-ci préféra se rendre d'abord à Mahagi, il fut assassiné lors d'un complot dont il est largement considéré qu'il avait été fomenté par l'UPC.⁵⁴

Globalement, l'organisation politique de l'UPC ne parvint pas à égaler sa puissance militaire. Les ministres ne touchaient pas de salaires réguliers, recevant de temps à autre des sommes arbitraires de la part de Lubanga, et certains abusèrent de leur fonction pour se faire de l'argent, d'où des conflits internes au sein du bureau exécutif. En outre, certains ministres reçurent le soutien financier de riches hommes d'affaires Hema.⁵⁵ C'est là l'une des raisons pour lesquelles d'aucuns affirment parfois que le monde des affaires Hema était la véritable force motrice de l'UPC.⁵⁶

Organisation militaire

La branche armée de l'UPC, les FPLC, fut formellement créée en septembre 2002 et dotée d'une structure très similaire à celle d'une armée conventionnelle. Au plus fort de leur succès, les FPLC contrôlaient de grandes parties de quatre territoires d'Ituri, qui en compte cinq. Dirigées par Kisembo et son adjoint Ntaganda, elles avaient un quartier général et trois secteurs, organisés de manière hiérarchique jusqu'au niveau des équipes.⁵⁷

54 HRW, « Ituri: "Couvert de sang" », p. 38-39; Conseil de sécurité de l'ONU, « Rapport spécial sur les événements d'Ituri », paragr. 121-127.

55 Projet Usalama, personnes interrogées n° 20, 35 et 50, Bunia, août 2012.

56 Projet Usalama, personnes interrogées n° 6, 20 et 58, Bunia, août-septembre 2012.

57 Entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec l'ancien ADC de Kisembo, Bunia, 15 août 2012; voir également CPI, « Le Procureur c/ Thomas Lubanga », paragr. 1177-1190.

Bien que la description du tracé exact des zones géographiques attribuées aux trois secteurs ait été quelque peu différente selon la personne à qui l'on s'adressait, on peut dire que, grosso modo, un secteur était chargé des territoires d'Aru et de Mahagi, dirigé par Jérôme Kakwavu; un autre, du territoire de Djugu, dirigé par Salongo (surnommé «Tiger One»). Ces deux leaders étaient des Tutsis congolais. Le troisième secteur couvrait quant à lui le territoire d'Irumu et fut d'abord commandé par Bagonza puis, à sa mort, par Alex Munyalizi (tous deux Hema).⁵⁸ Surtout dans les territoires de Djugu et d'Irumu, plusieurs zones restèrent sous le contrôle de milices Lendu; certaines d'entre elles furent âprement contestées pendant cette période. Dans le cinquième territoire de l'Ituri, Mambasa, le MLC et le RCD-N combattirent les unités de l'APC qui étaient toujours placées sous le contrôle de Lompondo et de Mbusa.⁵⁹

Pendant cette période, les FPLC disposaient d'au moins trois camps d'entraînement: Mandro (centre principal), Bule et Rwampara.⁶⁰ Parmi les autres villes signalées comme étant des centres d'entraînement par d'anciens membres et partisans de l'UPC figuraient Blukwa, Dhego et Tchomia.⁶¹

Le degré de cohésion de la structure de commandement de l'UPC devint un point crucial lors de la procédure à la CPI. Dans son jugement de Thomas Lubanga, la CPI décrivit ainsi le rôle qu'il joua dans la supervision du recrutement et des opérations des FPLC:

.....

58 Projet Usalama, personnes interrogées n° 11, 43 et 52, Bunia et Kinshasa, août 2012. Cependant, d'après Anneke Van Woudenberg (chercheuse principale, Human Rights Watch), Kakwavu, dans un entretien, a lui-même nié avoir été un membre formel de la FPLC; communication par courrier électronique, 22 janvier 2013.

59 Voir HRW, «Ituri: "Couvert de sang"», p. 21 et 36-38.

60 Projet Usalama, personne interrogée n° 52, Kinshasa, août 2012; CPI, «Le Procureur c/ Thomas Lubanga», paragr. 41.

61 Projet Usalama, personnes interrogées n° 20, 60, 61, 62 et 63, Bunia, août-septembre 2012.

Thomas Lubanga était le Président de l'UPC/FPLC et les éléments de preuve montrent qu'il exerçait en même temps le commandement en chef de l'armée et sa direction publique. Il assurait la coordination globale des activités de l'UPC/FPLC. Il était en permanence tenu informé de la substance des opérations menées par la FPLC. Il participait à la planification des opérations militaires et tenait un rôle crucial en matière d'appui logistique, notamment en ce qui concerne la fourniture d'armes, de munitions, de nourriture, d'uniformes, de rations militaires et d'autres produits généralement destinés à approvisionner les troupes de la FPLC. Il participait de près à la prise des décisions relatives aux politiques de recrutement et il apportait un appui actif aux campagnes de recrutement, par exemple en prononçant des discours devant la population locale et les recrues.⁶²

Étant donné que des groupes d'autodéfense Hema existaient déjà dans les territoires de Djugu et d'Irumu au moment de l'arrivée au pouvoir de l'UPC à Bunia, nombreux furent les désaccords sur la question de savoir si les attaques visant les milices Lendu après septembre 2002 avaient été lancées par l'UPC/FPLC ou par des groupes Hema locaux opérant de manière autonome. Si certains groupes d'autodéfense furent intégrés dans la branche armée de l'UPC, la CPI découvrit qu'en réalité, d'autres «restèrent indépendants des FPLC».⁶³ L'évaluation des juges s'appuya en partie sur un rapport de sécurité de l'UPC de février 2003 qui faisait référence à des consignes remontant à octobre 2002 et janvier 2003 selon lesquelles les commandants de la FPLC devaient démobiliser ces groupes.⁶⁴

Un ancien agent des renseignements de l'UPC a suggéré que certains de ces groupes auraient refusé de rejoindre les FPLC car ils ne voulaient

62 CPI, «Le Procureur c/ Thomas Lubanga», paragr. 1356.

63 CPI, «Le Procureur c/ Thomas Lubanga», paragr. 906.

64 Voir CPI, «Le Procureur c/ Thomas Lubanga», paragr. 903-904.

pas être mutés loin de leur village. Même s'ils constituaient une bonne source d'information, il n'était pas toujours facile de travailler avec eux, expliqua-t-il, les comparant aux milices d'autodéfense Maï-Maï dans les Kivus. En raison de la complexité des relations avec les groupes d'autodéfense Hema, il est difficile d'affirmer avec certitude de combien d'hommes se composaient les troupes des FPLC. L'ancien assistant de Kisembo a suggéré que celles qui avaient pris Bunia en août 2002 comptaient déjà 18 000 hommes. Dans un entretien accordé en février 2003, Lubanga affirma être à la tête de 15 000 soldats. Enfin, l'ancien agent des renseignements a estimé que la FPLC comptait entre 20 000 et 23 000 combattants avant qu'elle ne commence à se diviser en mars 2003.⁶⁵ En revanche, les estimations d'un programme de désarmement appuyé par l'ONU suggèrent que les trois groupes qui furent constitués suite à la fragmentation de l'UPC ne comptaient à eux tous qu'environ 10 500 éléments, un chiffre qui semble bien plus réaliste.⁶⁶

Escalade de la violence et nouvelles alliances

Entre juillet 2002 et mars 2003, les violences s'aggravèrent considérablement: au moins 5 000 civils d'Ituri trouvèrent la mort alors que s'intensifiait la concurrence entre les acteurs régionaux et les groupes armés locaux, enclenchant une spirale infernale caractérisée par une propagande haineuse et des massacres réciproques.⁶⁷ Même avant que Lubanga n'annonce la composition du nouveau gouvernement, les troupes qui avaient pris le contrôle de Bunia s'attaquèrent à des villages Lendu. Le 31 août, le commandant Bagonza aurait été chargé d'orchestrer un massacre à Songolo, pour lequel il aurait reçu l'aide de Bira ethniques:

65 Entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec l'ancien ADC de Kisembo, Bunia, 15 août 2012; Lubanga cité dans HRW, «Ituri: "Couvert de sang"», p. 46; Projet Usalama, personne interrogée n° 52, Kinshasa, août 2012.

66 Tsjearad Bouta, «Assessment of the Ituri Disarmament and Community Reinsertion Program (DCR)», mai 2005, p. 13; http://www.clingendael.nl/publications/2005/20050500_cru_other_bouta.pdf.

67 Ce paragraphe est extrait de HRW, «Ituri: "Couvert de sang"», p. 1, 22-3 et 30-35.

d'après les estimations, ces massacres firent entre 140 et 787 morts. En signe de riposte, les miliciens Lendu commandés par le colonel Kandro et des soldats de l'APC dirigés par le major Faustin Paluku attaquèrent ce qu'ils considéraient comme étant des troupes de l'UPC à Nyankunde le 5 septembre. Pendant dix jours, on estime qu'entre 2 000 et 3 000 civils Hema et Bira furent massacrés de manière systématique.⁶⁸

Ces deux massacres étaient un mauvais présage. À peu près à la même époque, le RCD-K/ML de Mbusa et l'armée congolaise créèrent l'État-Major opérationnel intégré (EMOI) à Beni. L'EMOI commença par envoyer des fusils d'assaut et d'autres fournitures par voie aérienne aux milices Lendu du territoire d'Irumu qui, jusque-là, n'avaient disposé que d'armes rudimentaires. Ainsi, Mbusa conféra au gouvernement de Kinshasa un point d'accès au nord-est de la RDC, région qui restait alors largement contrôlée par des groupes armés alliés du Rwanda ou de l'Ouganda. Cette guerre par procuration alimenta encore davantage les violences interethniques en Ituri.⁶⁹

Après avoir pris le contrôle de Bunia en août, l'UPC commença également à planifier l'attaque de Mongbwalu, ville du territoire de Djugu connue pour ses mines d'or qui était encore détenue par l'APC et des milices Lendu. Human Rights Watch signale ainsi qu'«[a]vant même qu'un seul coup de fusil ne soit tiré, le Président de l'UPC, Lubanga, demandait à Étienne Kiza Ingani, alors Directeur général d'OKIMO, lui-même Hema, de préparer une note sur la façon dont les opérations minières pouvaient être gérées sous le contrôle de l'UPC».⁷⁰ C'est la bataille pour Mongbwalu qui convainquit le commandant de l'APC Jérôme Kakwavu d'allier ses forces à celles de l'UPC, marquant ainsi un tournant pour le groupe. Parallèlement, Kakwavu avait été chargé de la région aurifère de Durba (Haut-Uélé), mais il avait été contraint de se

68 Communication par courrier électronique avec Anneke van Woudenberg (chercheuse principale, Human Rights Watch), 22 janvier 2013.

69 Entretiens menés dans le cadre du Projet Usalama, Bunia, août 2012.

70 HRW, «Le fléau de l'or», p. 24.

retirer dans le territoire d'Aru en raison des attaques lancées par le MLC et le RCD-N. Lors d'une bataille qui dura six jours, du 18 au 24 novembre, Mongbwalu finit par tomber entre les mains de l'UPC.

À Mongbwalu, seules des troupes rwandaises—et non pas ougandaises—aidèrent l'UPC.⁷¹ Un ancien membre de l'UPC a estimé que les Ougandais avaient en réalité déjà pris connaissance des liens existant entre l'UPC et le Rwanda en août et avaient uniquement aidé l'UPC à prendre Bunia pour l'«infiltrer» et connaître le rôle exact du Rwanda.⁷² Si l'on ignore précisément à quel moment les Ougandais découvrirent l'existence de ces relations, on sait que dès la mi-octobre 2002, des journaux ougandais signalaient des rumeurs selon lesquelles d'autres liens existaient entre l'UPC et l'Armée de rédemption du peuple (PRA, People's Redemption Army), mouvement anti-Museveni, dirigée notamment par l'ancien commandant du secteur, Kyakabale, de l'UPDF.⁷³

Lubanga aida effectivement le gouvernement rwandais à fournir des armes à la PRA, qui était basée dans la zone de Kpandroma, contrôlée par les Lendu.⁷⁴ D'un autre côté, plus d'une centaine de combattants de l'UPC furent formés au Rwanda entre septembre et décembre 2002, notamment à la manipulation des armes lourdes que le Rwanda avait fournies à l'UPC.⁷⁵ Le 6 janvier 2003, l'UPC rendit cette alliance officielle en signant un accord formel avec le RCD-Goma, soutenu par le Rwanda, qui, contrairement à l'UPC, participait aux pourparlers de paix nationaux.

Les nouveaux partenaires «insistèrent sur l'urgence et la nécessité d'intégrer» l'UPC dans l'Accord global et inclusif qui conclut le processus

71 HRW, «Le fléau de l'or», p. 25-27.

72 Projet Usalama, personne interrogée n° 60, Bunia, septembre 2012.

73 *New Vision*, «UPDF deploys in Ituri», 21 octobre 2002.

74 Projet Usalama, personnes interrogées n° 7 et 54, Bunia et Kinshasa, août 2012; Conseil de sécurité de l'ONU, «Rapport spécial sur les événements d'Ituri», paragr. 29.

75 Projet Usalama, personne interrogée n° 7, Bunia, août 2012; HRW, «Le fléau de l'or», p. 24; CPI, «Le Procureur c/ Thomas Lubanga», paragr. 554.

de paix congolais.⁷⁶ D'après une analyse, cet accord démontra que «Kampala, après avoir passé des années à manipuler la situation ethnopolitique [en Ituri], avait enfin perdu le contrôle de ses alliés».⁷⁷ Comme le montre le prochain chapitre, les Ougandais ne tardèrent toutefois pas à trouver un moyen de forcer l'UPC à quitter Bunia, mettant ainsi un terme au pouvoir qu'elle avait exercé six mois durant.

.....

76 *BBC Summary of World Broadcasts*, «DR Congo: Goma, Bunia rebels sign alliance agreement» (citant la RNA, l'agence de presse rwandaise, à Kigali), 7 janvier 2003.

77 Prunier, «The "Ethnic" Conflict in Ituri District», p. 198.

4. Tout s'effondre

Entre mars et décembre 2003, l'UPC se divisa à deux reprises: la première fois, elle se scinda en trois groupes—l'UPC, le PUSIC (Parti pour l'unité et la sauvegarde de l'intégrité du Congo) et les FAPC (Forces armées du peuple congolais). Le reste de l'UPC se répartit ensuite entre deux branches, l'une dirigée par Lubanga et l'autre par Floribert Kisembo. Sur cette même période, le groupe perdit également le contrôle de Bunia par deux fois—la première fois en mars, provisoirement, puis définitivement en juin lorsque les Français déployèrent une force d'intervention multinationale dans la ville. Ce chapitre analyse les développements qui menèrent à la fin du règne de l'UPC en Ituri, en insistant sur la manière dont les gouvernements congolais et ougandais exploitèrent les tensions au sein de l'UPC pour la dissoudre.

Fragmentation et lutte pour Bunia

Des divisions apparurent fin 2002 au sein de l'UPC. Début décembre, le chef Kahwa, vice-ministre de la Défense, s'enfuit à Kampala. Il était déçu par le fait que les Rwandais, tout en soutenant l'UPC, coopéraient indirectement avec des groupes Lendu en appuyant la PRA à Kpandroma. D'anciens membres de l'UPC suggèrent également que Kahwa croyait qu'il mériterait d'occuper un poste plus important au sein du mouvement étant donné qu'il avait réussi à obtenir le soutien du Rwanda et que la principale base de pouvoir de l'UPC, Mandro, se trouvait dans sa chefferie. C'est lorsqu'il proposa de négocier avec le gouvernement de Kinshasa que certains éléments de l'UPC auraient comploté son assassinat.⁷⁸

78 Projet Usalama, personnes interrogées n° 7, 34, 50 et 54, Bunia et Kinshasa, août 2012. Voir également l'entretien avec Kahwa cité dans HRW, «Ituri: "Couvert de sang"», p. 17.

De nouveau, le Président ougandais Museveni en profita pour inviter Kahwa à Kampala. Le 6 septembre 2002, Museveni et le Président congolais Kabila avaient signé l'Accord de Luanda, au titre duquel les deux gouvernements convenaient d'instaurer, avec l'aide de l'ONU, une Commission de pacification de l'Ituri (CPI). L'Ouganda accepta également de retirer ses troupes de Bunia dans un délai de 80 jours après l'inauguration de la CPI.⁷⁹ Dans ce nouveau contexte, Museveni facilita les contacts entre Kahwa et Kabila, d'où l'idée de créer un nouveau groupe armé pour affaiblir l'UPC. Le PUSIC, avec Kahwa à sa tête, n'exista d'abord que sur le papier.

Fin 2002 et début 2003, les Ougandais organisèrent des négociations entre l'ensemble des groupes armés d'Ituri. Lorsque l'UPC refusa de signer un quelconque accord avec des groupes Lendu, l'Ouganda contribua à créer le Front pour l'intégration et la paix en Ituri (FIPI), une alliance qui rassemblait le PUSIC de Kahwa, le Front nationaliste et intégrationniste (FNI) et les Forces de résistance patriotique d'Ituri (FRPI), dominés par les Lendu, ainsi que la Force populaire pour la démocratie du Congo (FPDC), lancée fin 2002 par des Alur et des Lugbara d'Aru et de Mahagi.⁸⁰ En même temps, l'UPC concluait son alliance avec le RCD-Goma. Ces accords ouvrirent ainsi la voie à un conflit régional plus étendu, l'UPC, avec le soutien de Kigali, étant désormais opposée à différents groupes armés aidés à la fois par Kampala et Kinshasa.

En janvier et février 2003, la situation à Bunia était extrêmement tendue. Des agents de l'armée ougandaise menaçaient ouvertement l'UPC, tandis que Lubanga accusait l'UPDF d'avoir rallumé le conflit entre Hema et Lendu.⁸¹ Le 4 mars, l'Ouganda convainquit—pour ne

79 Accord de Luanda, Luanda, 6 septembre 2002: http://www.usip.org/files/file/resources/collections/peace_agreements/drc_uganda_09062002.pdf.

80 *The Monitor*, «Hema, Lendu peace deal flops in Arua», 1er janvier 2003; HRW, «Ituri: "Couvert de sang"», p. 15–17. Concernant l'évolution de ces groupes et d'autres groupes pertinents, voir l'annexe 2.

81 *New Vision*, «UPDF on high alert in Bunia», 30 janvier 2002; *The East African* (Nairobi), «Fears of war in Bunia town», 17 février 2003.

pas dire contraignit—Kakwavu de se séparer de l'UPC et de créer son propre groupe armé, les FAPC, à Aru et Mahagi. Ainsi, ce jour-là, non seulement l'UPC perdit tout un secteur et la plupart des troupes placées sous le commandement de Kakwavu, mais son bastion de Mandro subit également une attaque de milices Lendu.⁸² Deux jours plus tard, l'UPDF attaqua l'UPC à Bunia, la forçant à battre retraite dans la campagne. Le Rwanda évacua Lubanga et d'autres individus à Kigali.⁸³ Ce sont donc les alliances qui avaient fait de l'UPC une force si redoutable qui étaient désormais à l'origine de sa perte.

Le FIPI avait pour ainsi dire cessé d'exister peu après sa création, notamment en raison de l'attaque Lendu lancée sur Bogoro le 24 février 2003, pour laquelle le leader des FRPI Germain Katanga est actuellement jugé devant la Cour pénale internationale. Néanmoins, le chef Kahwa aida les Ougandais à vaincre l'UPC pendant la lutte pour Bunia le 6 mars en convoquant les troupes qui lui étaient fidèles—pour la plupart issues de sa propre communauté Bahema-Banywagi ainsi que de celle de Kisembo, les Bahema-Sud—et en leur ordonnant de ne pas participer aux combats. C'est ce jour-là que le PUSIC cessa d'être un tigre de papier pour devenir un véritable groupe armé, avec Kahwa comme président et Bitamara comme porte-parole, alors que ces troupes se séparèrent de l'UPC et demeurèrent à Bunia. Le FNI et les FRPI soutinrent également la prise de pouvoir ougandaise.⁸⁴

Le 18 mars, un cessez-le-feu fut signé par la RDC, l'Ouganda et les groupes armés d'Ituri, à l'exception notable de l'UPC. La MONUC (Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du

82 Projet Usalama, personne interrogée n° 7, Bunia, août 2012; Conseil de sécurité de l'ONU, «Rapport spécial sur les événements d'Ituri», paragr. 71–72 et p. 70. Pour savoir ce qui allait advenir des FAPC, voir Kristof Titeca, «Access to Resources and Predictability in Armed Rebellion: The FAPC's Short-lived "Monaco" in Eastern Congo», *Africa Spectrum* 62/2, p. 43–70.

83 Voir CPI, «Le Procureur c/ Thomas Lubanga», paragr. 554.

84 Projet Usalama, personnes interrogées n° 7, 30, 50 et 54, Bunia et Kinshasa, août 2012.

Congo) aida alors à réunir 177 délégués représentant l'ensemble des principaux groupes ethniques dans le but de créer la Commission de pacification de l'Ituri, laquelle établit à son tour une administration intérimaire. Peu après, le 25 avril, l'armée ougandaise commença à retirer ses troupes. À leur place, la MONUC envoya 720 Casques bleus uruguayens en les chargeant de sécuriser l'aéroport et de protéger le personnel et les installations de l'ONU, ainsi que les lieux de réunion de la CPI. Les Uruguayens se retrouvèrent face à une situation chaotique, le retrait de l'UPDF, achevé le 6 mai, ayant entraîné à Bunia de lourds affrontements parmi les groupes armés d'Ituri.⁸⁵

Entre-temps, les troupes de l'UPC se regroupèrent et—avec le soutien du PUSIC—reprirent Bunia le 12 mai. D'après d'anciens membres du PUSIC, ce nouveau changement de camp intervint lorsqu'elles se rendirent compte qu'elles ne pouvaient pas juguler les massacres perpétrés par les milices Lendu à Bunia. Avant l'attaque, le Rwanda avait fourni des armes à l'UPC et ramené Lubanga et Ntaganda de Kigali. Rwanda aurait déclaré à l'UPC que pour pouvoir mieux négocier, il lui fallait reprendre Bunia avant l'arrivée de nouveaux contingents de Casques bleus.⁸⁶

Lors de la bataille pour Bunia, des milliers de civils tentèrent de se réfugier près du quartier général de la MONUC et des milliers d'autres fuirent la ville. Ces événements, conjugués à certains signalements selon lesquels d'autres massacres auraient été perpétrés dans les territoires de Djugu et d'Irumu, finirent par convaincre la communauté internationale d'intervenir de manière plus énergique. Le 6 juin, la Force multinationale intérimaire d'urgence (FMIU), autorisée par l'ONU et dirigée par la France, commença son déploiement à Bunia. Elle reprit rapidement le contrôle de la ville, se heurtant à quelques reprises à la fois à des groupes

85 Voir Conseil de sécurité de l'ONU S/2003/566, «Deuxième rapport spécial du Secrétaire général sur la MONUC», 27 mai 2003, paragr. 13–16.

86 Entretiens menés dans le cadre du Projet Usalama; *New Vision*, «Hema retake Bunia», 13 mai 2003.

Hema et Lendu. Cependant, le mandat de la FMIU se limitant à Bunia, la violence se poursuivit dans la campagne iturienne.⁸⁷

Au départ de la FMIU à la mi-septembre, la MONUC avait déployé 2 400 soldats à Bunia. Ces effectifs augmentèrent régulièrement pendant les mois suivants et la MONUC commença également à se déployer en dehors de la ville. Il ne fit dès lors plus aucun doute que les groupes armés d'Ituri seraient incapables de prendre Bunia. Tandis que les combats se poursuivaient dans toute l'Ituri, les leaders des groupes commencèrent à négocier avec la MONUC et le gouvernement congolais. C'est dans ce nouveau contexte que la désintégration de l'UPC allait encore s'accroître.

L'UPC divisée: Lubanga contre Kisembo

En août 2003, les leaders des groupes armés d'Ituri arrivèrent à Kinshasa pour y mener des négociations. Ils signèrent un protocole d'accord, convenant de coopérer avec le nouveau gouvernement de transition à Kinshasa, même si aucun d'eux n'y était représenté. Ils s'engagèrent également à cesser les hostilités en Ituri et à mettre un terme aux groupes «incontrôlés» qui continuaient d'y perpétrer des massacres.

Malgré tout, la fragmentation de l'UPC se poursuivit. Le propre chef d'état-major de l'armée de Lubanga, Floribert Kisembo, monta un coup d'État en décembre 2003, divisant ainsi le groupe en deux factions: l'UPC-Lubanga (UPC-L) et l'UPC-Kisembo (UPC-K). Tandis que les autres leaders ituriens étaient rentrés après les pourparlers, Lubanga, lui, demeura à Kinshasa, espérant se servir de ses relations avec le RCD-G pour s'établir en tant qu'homme politique national. À partir du mois d'octobre, il ne pouvait plus qu'y rester, le gouvernement de transition l'ayant pour ainsi dire assigné à résidence au Grand Hôtel de Kinshasa.⁸⁸

87 Section des pratiques optimales de maintien de la paix de l'ONU (Division militaire), « Operation Artemis: The Lessons of the Interim Emergency Multinational Force », octobre 2004: <http://pbpu.unlb.org/PBPS/Library/Artemis.pdf>.

88 HRW, «Le fléau de l'or», p. 36; documents internes de la MONUC, détenus dans les dossiers du Projet Usalama.

Entre-temps, la MONUC exerça des pressions sur le leadership militaire de l'UPC en Ituri pour qu'elle soit désarmée ou intégrée dans la nouvelle armée congolaise, les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). En septembre, Kisembo, Rafiki et d'autres hommes furent brièvement assignés à résidence à Bunia. Le 9 novembre, la MONUC arrêta Rafiki, accusé d'être à l'origine de nombre des atteintes aux droits de l'homme perpétrées par l'UPC.⁸⁹

Plusieurs des personnes interrogées pour les besoins du présent rapport ont souligné le rôle qu'avait joué Dominique MacAdams, la directrice du bureau de la MONUC à Bunia, en poussant Kisembo à faire défection. Il a également été suggéré que Kinshasa avait promis à Kisembo que s'il quittait l'UPC, il ne serait pas poursuivi en justice pour son rôle dans les atteintes aux droits de l'homme. En outre, Lubanga et Kisembo se disputèrent le leadership du mouvement. D'après des proches de Kisembo, celui-ci voulait désarmer les FPLC et les intégrer dans l'armée. Il était également disposé à ce que les Tutsis congolais—tels que Bosco Ntaganda et Innocent «India Queen» Kaina—soient retirés de leurs rangs, ce qu'aurait réclamé la communauté internationale, sans doute du fait qu'ils coopéraient avec le Rwanda. Lubanga n'était d'accord avec aucun de ces deux points.⁹⁰

Lorsque Kisembo fit défection, Lubanga promut Ntaganda au poste de chef de l'état-major de la branche armée de l'UPC-L. Les troupes restées fidèles à Kisembo se rendirent dans des zones contrôlées par le PUSIC du chef Kahwa, en attendant le résultat des négociations avec le gouvernement congolais et leur intégration dans l'armée.⁹¹ Les estimations relatives aux effectifs de l'UPC-K varient grandement, allant de

89 Voir Conseil de sécurité de l'ONU, «Rapport spécial sur les événements d'Ituri», p. 62; document interne confidentiel de la MONUC sur l'UPC, juin 2005.

90 Projet Usalama, personnes interrogées n° 16, 29, 43, 52 et 70, Bunia et Kinshasa, août-octobre 2012.

91 Projet Usalama, personne interrogée n° 70, Bunia, octobre 2012.

500 à 4 500 hommes.⁹² Début 2005, Kisembo fut finalement nommé général des FARDC et la plupart de ses combattants furent intégrés. Cependant, la rébellion que menait Ntaganda pour le compte de Lubanga se poursuivit.

.....

92 Le haut de la fourchette de ces estimations est tiré d'un entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec l'ancien ADC de Kisembo, Bunia, 15 août 2012; le bas de la fourchette provient de l'ICG, «Maintaining Momentum in the Congo: The Ituri Problem», 26 août 2004, p. 9, fn. 51.

5. Transformation politique et résistance armée

Le 12 novembre 2003, l'UPC adopta un nouveau statut au titre duquel son assemblée constituante approuvait «la reconversion de notre Mouvement politico-militaire [...] en Parti politique». Signe de ce que l'UPC souhaitait se présenter en tant que parti national, ni son préambule ni ses objectifs ne firent spécifiquement référence à l'Ituri.⁹³

Sur le front militaire, cependant, Ntaganda continua de recruter et d'entraîner de nouveaux combattants pour la branche armée de l'UPC-L. Ses troupes s'en prirent à plusieurs reprises à des soldats de l'ONU. Néanmoins, en mai 2004, Lubanga ainsi que des représentants de l'UPC-K, des FAPC, du PUSIC, du FNI, des FRPI et de la FPDC signèrent un accord de paix avec le gouvernement de transition à Kinshasa, acceptant de mettre fin aux hostilités et de soutenir le programme de Désarmement et Réinsertion communautaire (DCR) pour l'Ituri. Parallèlement, l'UPC-L continua de réclamer des postes ministériels au sein du gouvernement de transition. Tandis que les autorités congolaises firent savoir sans équivoque que cette demande n'aboutirait pas, l'UPC-C de Lubanga devint le premier des groupes d'Ituri à être officiellement reconnu en tant que parti politique—sans doute «pour le calmer, du moins provisoirement», d'après l'International Crisis Group.⁹⁴

Poursuite des combats, arrestations et naissance du MRC

Malgré cet accord, la plupart des groupes armés d'Ituri continuèrent de se battre entre eux, mais également contre les FARDC et la MONUC. En réalité, comme le signala le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, fin

93 Copie du statut détenue dans les dossiers du Projet Usalama.

94 ICG, «Maintaining Momentum», p. 9, fn. 49, et 10–11.

2004, la situation sécuritaire s'était «sérieusement détériorée» après le lancement du programme DCR en septembre.⁹⁵ Pendant cette période, la dynamique de la violence en Ituri changea: de conflit interethnique, elle devint un affrontement entre la MONUC et l'armée congolaise, d'une part, et, d'autre part, les groupes qui s'opposaient au désarmement, qui luttaient pour garder le contrôle de zones minières et de voies commerciales clés et qui s'en prenaient de plus en plus à leurs propres communautés. D'anciens ennemis se mirent à coopérer, tandis que certains d'entre eux auraient continué d'être ravitaillés par le Rwanda et l'Ouganda. À l'époque, on estimait les effectifs de l'UPC-L à environ 3 000 combattants.⁹⁶

Le meurtre de neuf Casques bleus bangladais dans une embuscade près de Kafe (Djugu) le 25 février 2005 confirma cette nouvelle tendance. Au début de cette guerre, la MONUC avait commencé à mettre en œuvre une stratégie plus musclée en Ituri, attaquant des groupes armés et coupant leurs voies d'approvisionnement.⁹⁷ En réaction à l'embuscade de Kafe, le chef de la MONUC William Swing lança un ultimatum à tous les groupes armés d'Ituri. Une fois la date-butoir passée, il fit pression sur le gouvernement de transition pour qu'il lance des mandats d'arrêt contre les leaders des groupes. De mars à avril, nombre d'entre eux furent ainsi arrêtés, dont Lubanga à Kinshasa et le chef Kahwa en Ituri. Après l'arrestation de Lubanga, le président de l'UPC par intérim Bede Djokaba Lambi et son secrétaire général John Tinanzabo furent également emprisonnés provisoirement. Lubanga fut ensuite transféré devant

.....

95 Conseil de sécurité de l'ONU S/2004/1034, «Seizième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo», 31 décembre 2004, paragr. 11.

96 Voir ICG, «Maintaining Momentum», p. 8–9; Fahey, «Rethinking the Resource Curse», chapitre 6.

97 Dan Fahey, «How Ituri was Won: MONUC in DR Congo's Ituri District, 2000–2007» (manuscrit non publié), avril 2012.

la Cour pénale internationale le 16 mars 2006; le chef Kahwa reste incarcéré à Kinshasa.⁹⁸

Cette nouvelle stratégie agressive entraîna la création d'une alliance au sein de laquelle figuraient un grand nombre des derniers leaders rebelles de l'Ituri—mais pas tous: le Mouvement révolutionnaire congolais (MRC). Selon l'ancien chef d'état-major de Lubanga, Dieudonné Mbuna, le MRC fut conçu par l'ancien commandant RCD-K/ML, Frank Kakolele Bwambale, un Nande.⁹⁹ Kakolele avait provisoirement été incarcéré à la prison de Makala, où il était entré en contact avec le leader du FNI, Mathieu Ngudjolo, qui y était détenu de septembre 2004 à mars 2005. Kakolele, Ngudjolo, Mbuna et plusieurs combattants du FNI, des FRPI, du PUSIC et de l'UPC se rencontrèrent à Jinja (Ouganda) en juin 2005, où fut officiellement créé le MRC.¹⁰⁰ Vu la fluidité de cette alliance, sa composition exacte est parfois contestée.

Ngudjolo devint président et commandant militaire du MRC, tandis que Mbuna fut nommé secrétaire général, chargé de représenter le mouvement sur la scène politique. Mbuna affirme que Ntaganda refusa de rejoindre le MRC car il n'était pas d'accord avec l'objectif du mouvement selon lequel il serait intégré dans l'armée congolaise si le gouvernement acceptait de confier à ses combattants les postes qu'ils estimaient mériter.¹⁰¹ Fin 2005, Ntaganda finit par quitter l'Ituri pour rejoindre le CNDP de Laurent Nkunda au Nord-Kivu.¹⁰²

De lourds combats se poursuivirent en Ituri en 2005 et 2006. À la mi-2006, cependant, la MONUC redoubla d'efforts pour trouver une solution diplomatique au conflit. En novembre, elle facilita trois accords

98 ICG, «Congo: Four Priorities for a Sustainable Peace in Ituri», 13 mai 2008, p. 31.

99 Entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec Mbuna, Bunia, 22 août 2012.

100 D'après d'autres versions, ils se seraient rencontrés au Nord-Kivu ou à Kigali, où Laurent Nkunda les convainquit d'allier leurs forces; ICG, «Congo: Four Priorities», p. 32, fn. 170; Projet Usalama, personnes interrogées n° 70 et 71, Bunia, octobre 2012.

101 Entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec Mbuna, Bunia, 22 août 2012.

102 Jason Stearns, *From CNDP to M23: The Evolution of an Armed Group in Eastern Congo* (Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2012), p. 26.

de paix distincts entre l'armée congolaise et le FNI, les FRPI et le MRC. Les négociations relatives à des points spécifiques touchant à leur intégration dans les FARDC se poursuivirent pendant encore une année, mais en novembre 2007, leurs trois principaux leaders—Peter «Karim» Udaga, Cobra Matata et Mathieu Ngudjolo (tous des Lendu)—finirent par s'envoler pour Kinshasa depuis l'aéroport de Bunia.¹⁰³

Un héritage de violence

Même si l'UPC cessa pour ainsi dire d'exister en tant que groupe armé à la création du MRC en juin 2005 et au départ de Ntaganda du Nord-Kivu à la fin de cette même année, certains de ses anciens combattants poursuivirent les combats même après la conclusion des accords de paix en novembre 2007. Le principal commandant Hema qui décida l'intégration dans les FARDC fut Jean-Claude Baraka. En 2008, il réapparut comme l'un des leaders du Front populaire pour la justice au Congo (FPJC), un groupe composé des derniers éléments des FRPI, du PUSIC et de l'UPC. Tout comme la plupart des membres dirigeants du FPJC, cependant, Baraka fut arrêté en 2010.¹⁰⁴

En mai 2012, d'autres anciens combattants de l'UPC refirent leur apparition en qualité de membres de la Coalition des groupes armés de l'Ituri (COGAI), créée dans le but d'unir plusieurs milices de petite taille avec les FRPI, essentiellement Ngiti, de Cobra Matata, qui avaient quitté l'armée et regagné l'Ituri à la mi-2010. D'après un représentant de la COGAI, l'idée de la coalition était née lorsque Charité Semire et d'autres Hema avaient entendu des rumeurs comme quoi Cobra avait été prié de former une alliance avec le M23, basé au Nord-Kivu. Redoutant que Cobra ne gagne alors suffisamment de pouvoir pour constituer une menace pour leurs villages, ils décidèrent d'agir rapidement et

103 Voir Dan Fahey, «How Ituri was Won».

104 Projet Usalama, personnes interrogées n° 8 et 70, Bunia, août–octobre 2012. Voir également les rapports du Groupe d'experts de l'ONU, 2008–11: <http://www.un.org/sc/committees/1533/egroup.shtml>.

proposèrent à Cobra de prendre la tête de la nouvelle coalition, ce qu'il accepta.¹⁰⁵

Cependant, la COGAI n'eut jamais véritablement le vent en poupe. Elle commença à recruter d'anciens combattants de l'UPC à Djugu mais ne réussit pas à obtenir un soutien plus large de la part de la communauté Hema qui vivait dans ce territoire. En raison de cet échec, plusieurs membres de la COGAI lancèrent un autre groupe au mois d'août: le Mouvement de résistance populaire au Congo (MRPC). Lorsque l'armée congolaise délogea le MRPC de Djugu et arrêta deux de ses leaders un mois plus tard, le mouvement se divisa en deux factions—l'une opposée au M23, et l'autre, en revanche, très proche de ce mouvement. La faction pro-M23 fut dirigée par des transfuges de l'armée, Papy Maki et John Bebwa, qui avaient tous deux été officiers de la branche armée de l'UPC. D'après le dernier rapport du Groupe d'experts des Nations Unies, cette faction est en contact avec Ntaganda, Kaina et Rafiki, qui font désormais tous partie du M23.¹⁰⁶ Le MRPC a également bénéficié du soutien de membres de la famille Savo, d'influents propriétaires fonciers Hema qui avaient joué un rôle clé dans la création des groupes d'autodéfense en 1999.

Malgré ces liens avec d'anciens leaders militaires et sympathisants de l'UPC, le MRPC demeure à ce jour une force mineure qui se limite à la zone frontalière entre l'Irumu et le Nord-Kivu; ni la COGAI ni le MRPC ne devraient être perçus comme des successeurs directs de l'UPC.¹⁰⁷ Néanmoins, il est indéniable que ce mouvement s'accompagne d'un héritage qui continue de contribuer à déstabiliser le district.

105 Projet Usalama, personne interrogée n° 17, août 2012, Bunia.

106 Voir Conseil de sécurité de l'ONU S/2012/843, «Rapport final du Groupe d'experts sur la RDC créé en application du paragraphe 4 de la résolution 2021 du Conseil de sécurité», 15 novembre 2012, paragr. 82–88.

107 Projet Usalama, personnes interrogées n° 71 et 72, Bunia, décembre 2012.

6. Analyse et conclusions

L'UPC existe toujours en tant que parti politique. Aux élections nationales de 2011, elle a réussi à remporter deux des douze sièges se rapportant aux territoires de Djugu et d'Irumu. Elle ne représente toutefois plus grand-chose par rapport au rôle national que le groupe demandait à jouer au plus fort de son pouvoir en 2002. Quels sont les facteurs qui expliquent comment un parti politique décrit par certains de ses premiers membres comme un simple groupe de discussion a pu devenir l'un des mouvements politico-militaires les plus puissants du passé récent de la région, pour ensuite s'effondrer aussi vite qu'il était monté en puissance?¹⁰⁸ Et pourquoi la communauté Hema dans son ensemble a-t-elle globalement fini par se démobiliser?

L'histoire de l'UPC est caractérisée par un jeu complexe de facteurs locaux, nationaux et internationaux. Il est indubitable que l'UPC n'aurait pas acquis une telle importance sans le soutien externe de l'Ouganda et du Rwanda. Pourtant, on aurait tort de la concevoir purement—voire principalement—comme une création de l'étranger. En effet, c'est le talent avec lequel Lubanga réussit à tirer parti des opportunités qui s'offraient à lui qui l'a catapulté au centre de la vie politique iturienne. En même temps, le fait que les anciens mutins de la FMC purent saisir Bunia en son absence démontre que la source de pouvoir la plus profonde de l'UPC n'était pas simplement la compétence politique de Lubanga, mais également le soutien fourni par le groupe ethnique le plus puissant de l'Ituri sur le plan socioéconomique, à savoir les Hema.

C'est ce soutien qui explique également pourquoi l'UPC, du moins à son heure de gloire, était bien plus cohérente et mieux organisée que les différents groupes armés Lendu. En raison d'une histoire iturienne marquée par les inégalités ethniques, peu de leaders Lendu à Bunia

¹⁰⁸ Entretien mené dans le cadre du Projet Usalama avec Daniel Litsha, Bunia, 8 août 2012; personne interrogée n° 19, Bunia, août 2012.

étaient capables de nouer des alliances avec les Ougandais, comme le firent Lotsove et Tibasima, ou de manipuler les tensions au sein des autres groupes armés ou entre ceux-ci, comme Lubanga. L'aspect sans doute le plus important est que dans le monde des affaires, aucun membre de la communauté Lendu ne bénéficiait de la même influence et des mêmes relations que celles dont disposaient la famille Savo et d'autres hommes et femmes d'affaires Hema de premier plan.¹⁰⁹

L'UPC est née dans un environnement hautement militarisé et extrêmement violent, dont l'armée ougandaise était en partie responsable, ayant fourni des armes aux groupes d'autodéfense Hema. S'il est vrai que nombre des propriétaires de fermes Hema qui lancèrent ces groupes étaient des sympathisants de l'UPC, il n'existait pas de liens organisationnels officiels et il est difficile d'obtenir des informations sur le degré d'influence que ces sympathisants exercèrent sur les actions de l'UPC. Ce qui est clair est que les groupes d'autodéfense et l'UPC étaient unis par un discours anti-Lendu virulent véhiculé par des professeurs d'université Hema ainsi que par d'autres intellectuels, ce qui alimenta les violences interethniques.¹¹⁰ L'intensité et la magnitude de ces violences contribuèrent à l'effondrement de l'UPC en provoquant une intervention humanitaire sous la forme de la FMIU en juin 2003.

L'autre facteur, plus important, est le jeu dangereux des alliances auquel s'adonna l'UPC et qui la dota au départ d'un soutien externe crucial, pour finir toutefois par l'entraîner dans une guerre rwando-ougandaise par procuration. La décision de demander l'aide du Rwanda était due au fait que l'Ouganda, en ayant armé les deux camps, était perçu comme ayant joué un rôle vil dans la violence entre Hema et Lendu. La trahison de la force d'occupation fut toutefois une erreur stratégique. Avec le gouvernement congolais, l'Ouganda réagit en portant un coup crucial à l'UPC. Bien qu'elle ait peut-être absorbé la perte de Jérôme Kakwavu, l'UPC ne

109 Alex Veit, *Intervention as Indirect Rule: Civil War and Statebuilding in the Democratic Republic of Congo* (Francfort: Campus, 2010), p. 126–128.

110 HRW, «Ituri: "Couvert de sang"», p. 18.

se remit jamais du fait que Kinshasa et Kampala avaient réussi à diviser ses trois leaders Hema les plus puissants—Lubanga, le chef Kahwa puis Floribert Kisembo. Autrement dit, c'est l'exploitation externe des rivalités internes qui contribua à la disparition de l'UPC.

Les lourdes pressions militaires que les FARDC et la MONUC se mirent à exercer sur les derniers groupes armés en 2005 modifièrent la donne en Ituri. Parallèlement, la communauté internationale fit également pression sur le Rwanda et l'Ouganda pour qu'ils cessent de s'ingérer dans la région. La démobilisation sembla alors être la solution la plus sensée pour une grande partie de la communauté Hema, surtout lorsque la menace émanant des milices Lendu commença à s'amoinrir. Pendant cette période, des groupes locaux d'autodéfense se focalisèrent d'abord sur l'objectif plus restreint de protection de leurs fermes. Sous l'effet de pressions croissantes, ils se démobilisèrent ensuite officiellement, même si, d'après certaines rumeurs, la plupart des agriculteurs auraient gardé des stocks d'armes pour assurer leur propre protection. La notion selon laquelle la paix était meilleure pour les affaires gagna du terrain, lentement mais sûrement. Aujourd'hui, les leaders Hema font référence à ce concept lorsqu'ils expliquent pourquoi la majorité de leur communauté s'oppose à une reprise du conflit: non seulement de nombreux hommes d'affaires Hema sont passés de l'élevage de bétail à des activités d'investissement dans l'hôtellerie et d'autres projets immobiliers, mais ils ont également conservé leur domination socioéconomique.

Si les blessures infligées par les violences interethniques sont loin d'être cicatrisées, le problème le plus pressant aujourd'hui est le manque de légitimité du gouvernement. Quelle que soit leur appartenance ethnique, les Ituriens sont unis par un immense sentiment de frustration à l'égard de Kinshasa. Même si le gouvernement pouvait négocier la réintégration des FRPI et d'autres groupes dans les FARDC, ce qui semble pour l'instant improbable, il serait sans doute difficile de garantir

une stabilité durable.¹¹¹ S'il fallait tirer une leçon du processus de pacification agité et incomplet mené en Ituri, c'est peut-être qu'une intervention internationale musclée peut certes faire pencher la balance en faveur de la paix, mais qu'en dernière analyse, il incombe aux gouvernements d'en tirer des dividendes.

111 Henning Tamm, «Coalitions and Defections in a Context of Uncertainty – A Report from Ituri», 24 et 27 août 2012, <http://congosiasa.blogspot.com/search?q=Ituri>.

Annexe 1: Composition du bureau exécutif de l'UPC en septembre 2002

Président et commandant en chef: Thomas Lubanga (Hema)

SECRÉTAIRES NATIONAUX

Intérieur (et coordinateur du bureau exécutif): Jéconie Djalum (Alur)

Finances et budget: Adèle Lotsove (Hema)

Justice: Placide Cibengabo (Luba)

Affaires étrangères: Prof. Jean-Baptiste Dhetchuvi (Hema)

Économie, commerce et industrie: Richard Lonema (Hema)

Portefeuille: Mateso Tsoz (Lendu)

Environnement, agriculture et développement rural: Aliegera Kwonke (Hema)

Énergie: Faustin Lola Lapi (Logo)

Santé: Dr Jacques Sezabo (Bira)

Pacification et réconciliation: John Tinanzabo (Bira)

Communication et médias: Jacques Nobirabo (Bira)

Immobilier, urbanisme et logement: César Chuma (Ndo-Okebo)

Éducation, jeunesse et sports: Adubango Biri (Alur)

Transports: Denis Akobi (Ngiti)

Poste, téléphone et télécommunications: Madame Mbula (Luba)

Culture et tourisme: Amboko Bebetu (Budu)

Service public, travail et assurance sociale: Shatchu Lilo (Lendu)

Affaires sociales: Mélanie Lumbulumbu (Nande)

SECRÉTAIRES NATIONAUX ADJOINTS

Intérieur: Bede Djokaba Lambi (Bisa)

Défense: Yves Kahwa (Hema)

Justice: Maître Pele Kaswara (Hema)

Environnement, agriculture et développement rural: Combe Ngabu (Bisa)

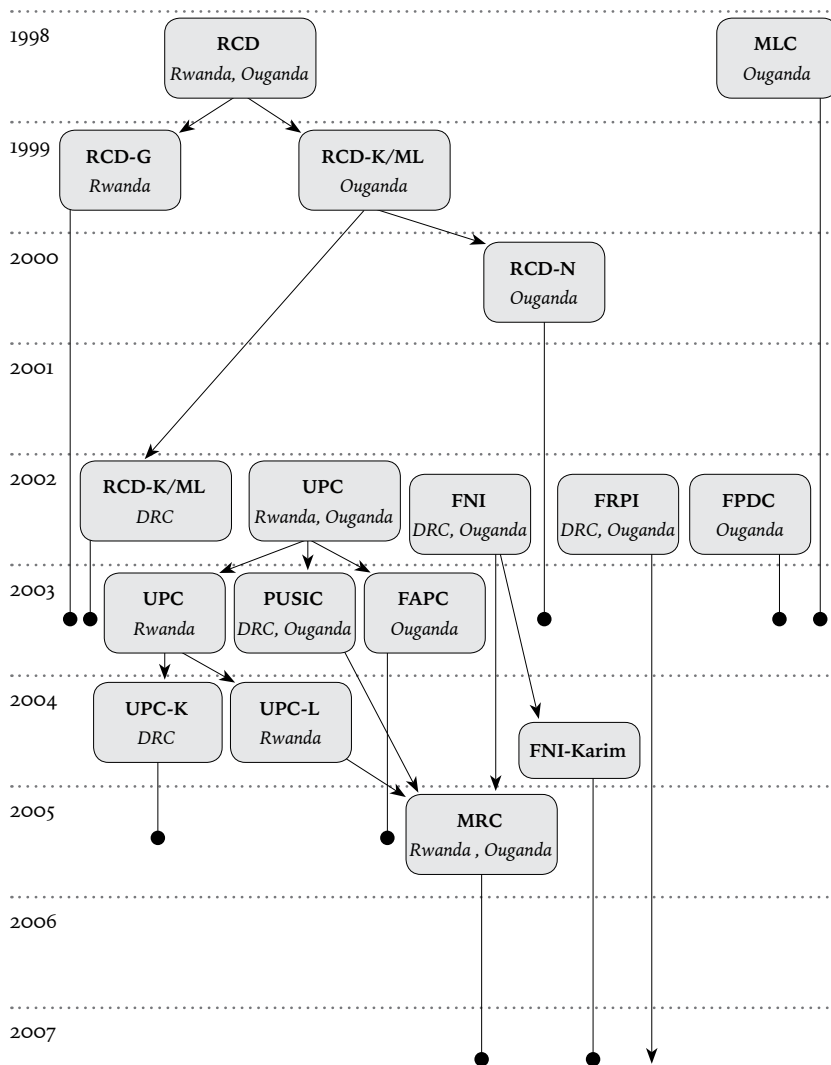
Communication et médias: Mbomo Saga (Boa)

Éducation, jeunesse et sports: Ali Fundi Mana (Lokele)

Transports: Willy Itendey (Nyali)

Annexe 2: Évolution des groupes armés congolais liés à l'Ituri, 1998–2007

(sympathisants entre parenthèses)



Glossaire des acronymes, termes et expressions

ADC	Aide de camp
APC	Armée populaire congolaise
Chefferie	La plus grande structure coutumière du gouvernement
Chui	Léopard (kiswahili)
CNDP	Congrès national pour la défense du peuple
COGAI	Coalition des groupes armés de l'Ituri
CPI	Commission de pacification de l'Ituri
CPI	Cour pénale internationale
DCR	Désarmement et Réinsertion communautaire
EMOI	État-major opérationnel intégré
FAPC	Forces armées du peuple congolais
FARDC	Forces armées de la République démocratique du Congo
FIPI	Front pour l'intégration et la paix en Ituri
FLC	Front de libération du Congo
FMC	Force mobile Chui
FMIU	Force multinationale intérimaire d'urgence
FNI	Front nationaliste intégrationniste
FPDC	Force populaire pour la démocratie du Congo
FPJC	Front populaire pour la justice au Congo
FPLC	Forces patriotiques pour la libération du Congo
FRPI	Forces de résistance patriotique d'Ituri
Hema	Éleveurs traditionnels. Les Hema du Nord ou Gegere ont adopté le style de vie et la langue des Lendu (voir ci-après), tandis que les Hema du Sud les ont moins assimilés.
HRW	Human Rights Watch
Lendu	Traditionnellement, des agriculteurs, qui ont ensuite acheté du bétail aux éleveurs Hema (voir ci-après) venus s'installer en territoire Lendu.
Maï-Maï	Milices d'autodéfense communautaires; nom tiré du mot «maji», qui signifie «eau» en kiswahili

MLC	Mouvement de libération du Congo
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
MRPC	Mouvement de résistance populaire au Congo
MRC	Mouvement révolutionnaire congolais
Nilotique	Terme problématique sur le plan historique et très subjectif, la connotation étant que ces individus font partie d'un groupe de peuples africains supérieur sur le plan racial aux peuples bantous.
OKIMO	Office des mines d'or de Kilo-Moto
PRA	Armée de rédemption du peuple (<i>People's Redemption Army</i>)
PUSIC	Parti pour l'unité et la sauvegarde de l'intégrité du Congo
RCD	Rassemblement congolais pour la démocratie
RCD-K/ML	RCD-Kisangani/Mouvement de libération
RCD-N	RCD-National
RDC	République démocratique du Congo
RNA	Agence de presse rwandaise (<i>Rwandan News Agency</i>)
UDPS	Union pour la démocratie et le progrès social
UPC	Union des patriotes congolais
UPDF	Force de défense du peuple ougandais (<i>Uganda People's Defence Force</i>)
Usalama	Paix, sécurité (kiswahili)

Bibliographie

- Agence France Presse. «Ugandan troops take control of Bunia, northeastern DR Congo», 11 août 2002.
- Associated Press. «In sign of improving relations with Congo, Uganda hands over detained militia leader», 21 juin 2002.
- BBC News. «UN finds Congo child soldiers». 21 février 2001. (<http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/1181593.stm>.)
- BBC Summary of World Broadcasts. «DR Congo: Goma, Bunia rebels sign alliance agreement» (citant la RNA, l'agence de presse rwandaise à Kigali), 7 janvier 2003.
- Bouta, Tsjeard. «Assessment of the Ituri Disarmament and Community Reinsertion Program (DCR)», mai 2005: http://www.clingendael.nl/publications/2005/20050500_cru_other_bouta.pdf.
- The East African*. «Fears of war in Bunia town», 17 février 2003.
- Fahey, Dan. «How Ituri was Won: MONUC in DR Congo's Ituri District, 2000-2007». Manuscrit non publié, avril 2012.
- . *Ituri: Gold, Land, and Ethnicity in North-eastern Congo*. Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2013.
- . «Rethinking the Resource Curse: Natural Resources and Polywar in the Ituri District, Democratic Republic of the Congo» (Thèse de doctorat, université de Californie, Berkeley, 2011).
- Human Rights Watch. «Le fléau de l'or: République démocratique du Congo», 2 juin 2005.
- . «Ituri: "Couvert de sang ": Violence ciblée sur certaines ethnies dans le nord-est de la RDC», juillet 2003.
- . «L'affaire Lubanga». <http://www.hrw.org/topic/international-justice/lubanga-trial>
- . «Uganda in Eastern DRC: Fueling Political and Ethnic Strife», mars 2001.
- Cour pénale internationale. ICC-01/04-01/06. «Situation en République démocratique du Congo, Affaire le Procureur c/ Thomas Lubanga Dyilo: Décision sur la confirmation des charges (Version publique avec annexe I)», 29 janvier 2007.

- ICC-01/04-01/06. «Situation en République démocratique du Congo, Affaire le Procureur c/ Thomas Lubanga Dyilo: Jugement en vertu de l'article 74 du Statut», 14 mars 2012.
- International Crisis Group. «Congo Crisis: Military Intervention in Ituri», 14 juin 2003.
- «Congo: Four Priorities for a Sustainable Peace in Ituri», 13 mai 2008.
- «Maintaining Momentum in the Congo: The Ituri Problem», 26 août 2004.
- IRIN. «DRC: Human rights minister taken hostage near Bunia», 30 août 2002,
<http://www.irinnews.org/Report/34073/>.
- «In-Depth: Ituri in Eastern DRC», 25 novembre 2002.
- Accord de Luanda, Luanda, 6 septembre 2002.
http://www.usip.org/files/file/resources/collections/peace_agreements/drc_uganda_09062002.pdf.
- Monga Ngonga, Alphonse Maindo. «'La républiquette de l'Ituri' en République démocratique du Congo: Un Far West ougandais». *Politique africaine* 89 (2003).
- The Monitor* (Kampala). «Hema, Lendu peace deal flops in Arua», 1er janvier 2003.
- «Mayombo Wants UPDF to Quit Congo», 2 août 2002.
- New Vision* (Kampala). «Bunia team makes contact». 7 août 2000.
- «Hema retake Bunia», 13 mai 2003.
- «UPDF deploys in Ituri», 21 octobre 2002.
- «UPDF on high alert in Bunia», 30 January 2002.
- Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (OHCHR). «Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République démocratique du Congo». Juin 2010.
- Omasombo, Jean et Kennes, Erik. *République démocratique du Congo: Biographies des acteurs de la*
Transition (juin 2003-juin 2006). Tervuren: Musée royal de l'Afrique centrale, 2006.

- Pottier, Johan. «Displacement and Ethnic Reintegration in Ituri, DR Congo: Challenges Ahead». *Journal of Modern African Studies* 46/3 (2008).
- . «Representations of Ethnicity in the Search for Peace: Ituri, Democratic Republic of Congo». *African Affairs* 109/434 (2010).
- Prunier, Gérard. «The “Ethnic” Conflict in Ituri District: Overlapping of Local and International in Congo-Kinshasa». *The Recurring Great Lakes Crisis: Identity, Violence and Power*. Éd. Jean-Pierre Chrétien et Richard Banégas. Londres: Hurst & Co., 2008.
- République de l'Ouganda, «Judicial Commission of Inquiry into Allegations into Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Forms of Wealth in the Democratic Republic of Congo 2001 (May 2001 – November 2002): Final Report», novembre 2002.
- Stearns, Jason. *Du CNDP au M23: Évolution d'un mouvement armé dans l'est du Congo*. Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2012.
- Tamm, Henning. «Coalitions and Defections in a Context of Uncertainty – A Report from Ituri». 24 et 27 août 2012, <http://congosiassa.blogspot.com/search?q=Ituri>.
- Titeca, Kristof. «Access to Resources and Predictability in Armed Rebellion: The FAPC's Short-lived “Monaco” in Eastern Congo». *Africa Spectrum* 62/2: 43-70.
- Section des pratiques optimales de maintien de la paix de l'ONU (Division militaire). «Operation Artemis: The Lessons of the Interim Emergency Multinational Force», octobre 2004: <http://pbpu.unlb.org/PBPS/Library/Artemis.pdf>.
- Conseil de sécurité de l'ONU. S/2001/357, «Rapport du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse de la République démocratique du Congo», 12 avril 2001.
- . S/2003/566, «Deuxième rapport spécial du Secrétaire général sur la MONUC», 27 mai 2003
- . S/2004/573, «Rapport spécial sur les événements d'Ituri, janvier 2002-décembre 2003», 16 juillet 2004
- . S/2004/1034, «Seizième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo», 31 décembre 2004.

- . S/2012/843, «Rapport final du Groupe d'experts sur la RDC créé en application du paragraphe 4 de la résolution 2021 du Conseil de sécurité», 15 novembre 2012.
- . S/RES/1484(2003). Résolution 1484 du Conseil de sécurité de l'ONU (2003), 30 mai 2003.

Veit, Alex. *Intervention as Indirect Rule: Civil War and Statebuilding in the Democratic Republic of Congo*.

Francfort: Campus, 2010.

**COMPRENDRE LE CONTEXTE ET LA
MOTIVATION DES GROUPES ARMÉS
EN ITURI EST ESSENTIEL POUR
METTRE FIN À LA VIOLENCE ET LE
CONFLIT QUI CONTINUE À DÉCHIRER
L'EST DU CONGO AUJOURD'HUI.
CE RAPPORT SUR L'UNION DES
PATRIOTES CONGOLAIS (UPC) EST
UNE EXCELLENTE CONTRIBUTION À
CETTE COMPRÉHENSION. IL DEVRAIT
ÊTRE UNE LECTURE INDISPENSABLE
POUR LES DÉCIDEURS POLITIQUES
ET AUTRES QUI TRAVAILLENT POUR
TROUVER DES SOLUTIONS AU CYCLE
DE LA VIOLENCE AU CONGO.**

**— ANNEKE VAN WOUTENBERG,
CHERCHEUSE PRINCIPALE, DIVISION
AFRIQUE, HUMAN RIGHTS WATCH**

ISBN 978-1-907431-15-9



9 781907 431159 >



Rift Valley Institute
Rwanda ya Bwoko Bwoko
Rwanda ya Bwoko Bwoko
Rwanda ya Bwoko Bwoko
Rwanda ya Bwoko Bwoko
Rwanda ya Bwoko Bwoko
Rwanda ya Bwoko Bwoko
Rwanda ya Bwoko Bwoko



OPEN SQUARE PROJECT



Catholic University of Bukavu